

# tribune socialiste

la gauche  
et l'Etat

n° 745 — 4 F

du 9 au 15 juin 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

**PSU**



**CFT SAC et Cie :  
la stratégie de la tension**

UNION LOCALE CGT **NON** MILICES PERSONNELLES  
DES VIOLENCES POLICIERES  
à la REPRESSION

**Directeurs politiques :**  
Christian Guerche — Alain Tlemcen

**Rédacteur en chef :**  
José Sanchez

**Rédacteur en chef adjoint :**  
Claude Deslhiat.

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay

**Collaborateurs permanents :**

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

**Maquette :**

Max Pagis

**Collaboration technique :**

J.-L. Craipeau

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

**Promotion :**

S. Ros - H. Le Toquin

**Dir. publ. :** H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64

**Administration et publicité :**

566-45-37

**Commission paritaire :** 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

**Photocomposition :**

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

**Abonnement :** 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

## sommaire

### La fête du PSU

La politique réconciliée avec la vie. *Cl. Deslhiat.* P. 4  
La gauche et l'Etat P. 5-6-7

### Briser la chaîne

Le crime de Reims. *PSU Reims.* P. 8  
Saint-Etienne : Manufrance, ou l'héritage de la droite. *Interview de Roger Bonneville, secrétaire de l'UD-CFDT de la Loire, par M. Bouchardeau.* P. 9  
CFDT : vers une nouvelle cohésion. *Yves Sparfel.* P. 10  
Rencontre internationale des femmes. *D. Lambert.* P. 11

### Les choses de la ville

Maisons de la culture, maisons d'illusions. *Directeurs de MJC.* P. 12  
La maison des Deux-Portes : la longue marche. P. 13

### Et pourtant elle tourne

Pays-Bas : la « poussée » socialiste. *A. Chataignier.* P. 14

### Les armes de la critique

Trois femmes : la métamorphose. *F. Gastellier.* P. 15  
Exposition S. Salgado : l'Afrique des colères. P. 16



### Lucien Streiff est mort

La section de Nice vient de perdre son doyen : Lucien Streiff, mort à 69 ans. Lucien avait adhéré au mouvement socialiste, à l'âge de 17 ans, et n'avait jamais depuis cessé d'y lutter. Membre de la gauche révolutionnaire, il avait milité dans le PSOP de Marceau Pivert, adhérent du PSU à sa fondation, il lui était resté fidèle, malgré une terrible maladie qui le paralysait depuis plus de deux ans. ■

## calendrier politique

- **Samedi 11 juin à 14 h (Montreuil) :** on pourra jouer de la musique, filmer, peindre, tisser, nager... Ce sera la fête... avec des femmes maghrébines, des solistes jouant Mozart, etc. Chacune des manifestations constituera une forme de revendication concrète pour la liberté d'expression de toutes les cultures. La ville de Montreuil, sur la place de la mairie, autour de la fontaine et dans les rues avoisinantes ouvrira un immense livre revendicatif.
- **Samedi 11 juin et dimanche 12 (Morlaix) :** Fête de la fédération bretonne du PSU, au parc de Langolvas. Entrée : 10 F. Les billets sont en vente au siège de la fédération bretonne du PSU, 28, rue Kérivin, Brest, auprès des militants aussi.
- **Samedi 11 juin (Champigny) :** Grande fête des foyers Sonacotra au foyer de Champigny, rue du Monument (de 10 h à 24 h).
- **Samedi 11 juin (Paris-20<sup>e</sup>) :** Au 68, rue de Belleville, de 10 h à 20 h,

tous les jours, expo permanente sur la lutte des foyers Sonacotra.

- **Samedi 11 juin (Thionville) :** Manifestation contre l'implantation de la centrale nucléaire de Cattenom. Renseignements auprès de Christiane Lambert, 101, rue de Fonligny, 57220 Boulay.
- **Samedi 11 juin (Paris-12<sup>e</sup>) :** « Six heures pour le Pérou » (17 h-23 h), à la Maison du Mexique (cité universitaire, bd Jourdan) : film, expo, musique, chants, danses péruviennes.
- **Samedi 18 juin (Paris-6<sup>e</sup>) :** Débat à l'auditorium Fnac-Montparnasse (136, rue de Rennes), « le nucléaire et nous », auteur du film de Serge Poljinsky, « Nucléaire, danger immédiat ». Participation de MM. Bienvenu (directeur de la recherche à EDF), Lagarde (chercheur à EDF), Mendiburu (chercheur en physique nucléaire), Pharabaud (professeur au Collège de France), Brice Lalonde (Paris-écologie), Michel Mousel (secrétaire national du PSU).

Animation par Jérôme Diamant-Berger.

- **Samedi 11 juin (Sucy-en-Brie 94) :** Réunion préparatoire (publique) à la marche de Nogent, à partir de 18 h, salle des fêtes. Projection du film : *Condamnés à réussir*, expo, librairie, bouffe. Le tout à l'appel du PSU, de la CFDT, Amis de la Terre, Mouvement français pour l'abondance.
- **Samedi 11 juin (Université de Vincennes) :** Journée portes ouvertes de 12 h à 24 h. Présentation des activités de chaque unité d'enseignement, Forum, débats, spectacles. Entrée gratuite.
- **Samedi 11 juin (Paris) :** « Fête radieuse et antiradiaire » dans le 14<sup>e</sup> pour protester contre la radiale Vercingétorix. Samedi 11 : « manif à vélo des Amis de la Terre ; départ (14 h) place de la Concorde, arrivée (18 h) sur les terrains de la radiale : « oui aux vélos, non aux autodromes ». Et, du 11 au 25 juin, 1<sup>er</sup> festival du 14<sup>e</sup> :

animation du quartier pendant 15 jours.

- **Dimanche 12 juin (Villerest) :** rassemblement organisé par le Comité de défense des gorges de la Loire et le Comité agricole, à partir de 10 heures. Au programme : animation, folk, messe pour les intéressés, pique-nique ; puis marche sur le site qu'EDF veut annexer.

### F comme Fête et Finances

Camarades, aucun bilan financier sérieux de la fête n'est possible aussi longtemps que vous n'aurez pas « remonté » au national l'argent des billets vendus pour la fête. Ce n'est pas une simple affaire de gestion. Il y va de la santé financière donc de l'avenir du parti tout entier. En plus, c'est urgent.



Aucun impératif « technique » ne préside à la sortie de *Tribune socialiste* sur 16 pages. Si nous abandonnons — provisoirement — les 24 pages, c'est sans doute que les appels réitérés que nous avons lancés n'ont pas été entendus. Nos difficultés financières, l'énorme somme de travail que représente pour une équipe réduite — qu'aucun hebdomadaire n'oserait envisager — la confection et la sortie régulière de 24 pages, étaient connues de vous, des lecteurs, abonnés, militants, sympathisants. L'effort que vous avez entrepris doit se poursuivre. Plus convaincant. En attendant, il nous faut réduire nos coûts... sous peine de disparaître. Or, il ne peut être question de sombrer quand les échéances proches réclament un outil, *Tribune* ; à la hauteur des espérances qui naissent.

*Tribune*, direz-vous, ne nous satisfait pas pour telle ou telle raison. Mais alors, lecteurs, lectrices, que ne prenez-vous la plume. Pour nous faire part de vos griefs. Surtout pour nous communiquer vos propositions, nous donner le matériau qui nous permettra de faire un journal plus complet, plus ouvert, plus PSU, plus autogestionnaire...

*Tribune* ne doit pas mourir. *Tribune* doit revenir à 24 pages. Il en dépend de vous. A vos plumes, à vos chèques, à vos abonnements. ■

## éditorial

# CFT : dissolution !

L'ASSASSINAT de Pierre Maître, militant de la CGT, par un commando de la CFT est, pour l'union patronale de Reims, « un malheureux incident » à mettre au compte d'une violence regrettable et condamnable « d'où qu'elle vienne ». Pour M. Christian Beullac, ministre du Travail, c'est l'occasion de rappeler que passer outre aux règles régissant les relations sociales, dont « l'Inspection du travail et les tribunaux sont les garants », « ouvre la porte à des excès de toute sorte ».

Ainsi, du côté du patronat comme du côté de l'Etat, on renvoie dos-à-dos le meurtrier et la victime. Mieux, les grévistes sont les premiers coupables puisque, selon la même union patronale « les méthodes contraignantes de certains syndicats et les municipalités à dominante communiste entretiennent un climat d'agressivité dans la région reimoise depuis les dernières élections. »

De telles réactions sont tout à fait significatives de l'état d'esprit qui règne dans les milieux dirigeants. Ceux-ci, en prévision des développements politiques qu'ils redoutent, se durcissent et sont tout prêts à accepter le déchaînement de la violence. Ils se donnent bonne conscience en accusant la classe ouvrière et ses organisations, en les rendant par avance responsables de l'action des bandes dont par ailleurs ils tolèrent la multiplication.

ON sait que depuis 1968 les milices patronales ont proliféré, recrutant leurs troupes parmi les anciens de l'OAS, les mercenaires de toutes les expéditions colonialistes et, comme le dit *Le Monde*, « des individus motivés connus pour leurs opinions antisindicalistes et anticommunistes ». A ces réseaux qui opèrent sur le terrain des entreprises, il faut ajouter ceux qui, comme le SAC, sont chargés de missions « politiques » au service des hommes du pouvoir. L'assassin de Pierre Maître, Claude Leconte, cumulait d'ailleurs les deux fonctions. Tout ce monde travaille en liaison étroite avec certains éléments de la police et de l'armée et avec l'extrême droite dont les

différentes formations ne sont pas sans rapports avec les partis de la majorité.

Il n'y a pas là de quoi faire un mouvement fasciste comme ceux que l'on a connus dans les années trente, mais on y trouve les éléments suffisants pour entretenir un climat de tension, pour susciter la peur et tenter de retourner une situation politique défavorable à la droite. A mesure que l'on se rapprochera des échéances, il faut s'attendre à ce que la tension s'accroisse et que se multiplient attentats et provocations.

Contre ce danger que le crime de Reims vient de rappeler à tous, le mouvement ouvrier et toutes les forces populaires doivent être en alerte. Il n'est plus possible de tolérer l'existence d'une organisation comme la CFT qui est à l'origine d'une série de violences et de crimes qui porte atteinte, partout où le patronat a réussi à imposer sa loi, au libre exercice du droit syndical. Il n'est plus possible d'admettre que des polices parallèles comme le SAC et ses succédanés, que des groupes fascistes armés agissent contre les locaux et les militants du mouvement ouvrier, comme récemment à Grenoble.

CAR si la bourgeoisie use de ces bandes pour essayer de retarder sa défaite, elle les utilisera encore bien davantage pour tenter de saboter la victoire de ses adversaires. La dissolution de la CFT, de toutes les milices patronales et polices parallèles, des groupes fascistes paramilitaires, s'impose comme une mesure de sécurité et de sauvegarde des libertés syndicales et politiques, comme un moyen de préserver le libre choix et les conquêtes de demain. Elle doit donc devenir une exigence sans cesse proclamée par l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire, un objectif sur lequel peut se réaliser sans tarder l'unité d'action de toutes ses forces organisées.

Victor LEDUC ■

(cf. notre article d'information : Le crime de Reims)

## humeur : Vincennes : tous des drogués

A l'université de Paris-VIII-Vincennes, de la drogue il y en a vraiment pour tout le monde et pour tous les goûts. D'ailleurs, sans être véritablement une fac écologique, Vincennes a tendance, dans ce domaine, à vivre en autarcie. Les uns consomment avec avidité la drogue que les autres produisent. Cela commence au sommet : Merlin, président d'université, socialiste, très sérieux, polytechnicien et tout et tout s'adonne depuis quelques mois à l'héroïne et il y prend goût. Son héroïne c'est Alice Saunier-Séité. De sage et prudent qu'il était, il dissimule mal, désormais, une certaine avidité : quand il n'a pas sa dose d'Alice, il est en manque. Il la dévore désormais à coups de lettres et de communiqués au vitriol.

Mais cette dépendance ne survit pas au hasard : elle entretient un vice beaucoup plus pernicieux. Prenez un certain nombre d'étudiants et d'enseignants de Vincennes : s'ils n'avaient pas Merlin à se farcir tous les matins dans des communiqués et des diatribes, ils seraient malades comme des bêtes, en manque. Une drogue à cravate, à Vincennes, c'est le super-pied, et cela simplifie drôlement l'existence. Il ne semble même pas y avoir de phénomène d'accoutumance.

Autre drogue légendaire depuis des années : les balayeurs de la fac. La seule drogue d'ailleurs que les journalistes ne peuvent pas débusquer au coin d'un amphithéâtre. Explications : le balayeur de Vincennes est un des mieux payés de France et il sert de drogue antagoniste. Preuve que les organismes ont de curieuses réactions à deux catégories de gens bien distinctes : ceux qui les voient toujours frappés d'une répression scandaleuse dès qu'ils manquent plus de quinze jours et ceux qui ne les voient jamais. Ils sont ainsi un inépuisable sujet de controverses, d'explications et de communiqués dont des gens s'émerveillent littéralement depuis un minimum de trois ans. Un « trip » fabuleux, une saga. On constate là des signes d'accoutumance.

Accoutumance aux monceaux de papiers dégueulasses, disent les mauvaises langues.

Droque encore pour les uns : le syndicalisme des autres. Et réciproquement. Droque toujours : la participation dénoncée au cours des réunions de commissions auxquelles tout le monde participe. De toute évidence la « dénonciation » est une drogue non calmante.

La fac se drogue beaucoup au flic et à la répression : l'accoutumance a fait là de cruels ravages. C'est à qui crierait *au loup* à la grille en scrutant la route qui poudroie, tandis que les inspecteurs jeunes et barbus somnoient à l'intérieur en attendant que passent les « vendeurs d'héroïne » qu'ils connaissent depuis des mois.

En fait tout le monde vit en état de complète immunité : il n'y a pas ailleurs de gauchistes qui aient absorbé autant de doses de communistes qu'à Vincennes et réciproquement. Quand ils se regardent, c'est tout juste s'ils se voient, les insultes se traînent et les discussions ont des airs de lendemain de cuite.

Droguée à mort, enfin, par les mots et les phrases, saoulée de diatribes et d'invectives, cherchant toujours à s'étonner, à se flanquer des secousses, à trouver des mélanges encore plus explosifs, à mitonner des cocktails inédits et contre-nature, frémissante du verbe qu'elle s'injecte à des doses de plus en plus massives, recouvrant ses trésors d'une écume de plus en plus insensée, Vincennes est en train de se suicider par overdose de logomachie et d'incantations.

Et la dose de politique ingurgitée est tellement forte et tellement dévoyée que, là aussi, l'accoutumance a joué : rares sont ceux qui y poursuivent sereinement un projet politique.

On se demande bien pourquoi Alice s'inquiète.

C. M. VADROT ■

# fête du psu



## la politique reconciliée avec la vie

**Plus, moins d'entrées qu'en 1976 ? Sous la pluie qui continue, dimanche à minuit, sur le terrain de La Courneuve, c'est l'heure des premiers bilans, des comptes aventureux et prématurés. « Moins de nudistes mais plus de noyés » tranche un camarade facétieux. Mais, les leçons politiques ne peuvent-elles déjà être esquissées ?**

Première leçon : sans pub, sans foire mercantile, sans raccilage des médias, sans vedettes consacrées et sans soleil à profusion, la fête du PSU « tient le coup ». Parce qu'elle est, comme l'a dit Michel Mousel, « une façon de fêter par avance les changements que nous voudrions pour demain » ? Oui, d'une certaine manière, même si l'on n'élimine pas les contradictions du présent — les profils assez sinistres de la banlieue ouvrière proche, le relatif classicisme des débats centraux où public et orateurs se comportent somme toute bien sagement, l'activisme incurable d'une extrême gauche prête à déserrer la fête pour tenter de bloquer l'autoroute voisine en signe de protestation contre les événements survenus à Reims, le fracassant scandale de la « fête » (sic) aérienne du Bourget dont les avions survolent le terrain...

Quoi qu'il en soit, et malgré ses imperfections, la « fête du PSU », c'est le succès assuré, le grand rassemblement de tous ceux qui ne jouent plus le jeu politique traditionnel ni le jeu guindé des fêtes de la consommation marchande et du plaisir planifié. Une institution alors ? Peut-être. Mais c'est l'institution du décontracté, de l'improvisé, du spontané, du politique réconcilié avec la vie.

Le politique ? Les choix profonds du PSU — unité populaire et autogestion — s'inscrivent dans la géographie même des stands, des podiums et des chapiteaux et dans la conception qui a présidé à l'organisation des festivités. Construite sur deux partis pris — donner aux formes de création qui ont du mal à s'exprimer dans les circuits traditionnels un espace-temps (celui du parc paysager de La Courneuve, le temps d'un week-end) l'occasion d'apparaître; offrir à toutes les luttes qui préparent la société de demain un terrain de convergence —, la fête du PSU 1977 a gagné son double pari.

On conteste le star-system ? En toute logique, on a donc invité — si l'on excepte Imago, Gong, le Cuarteto Cedron, le pianiste Cecil Taylor et Rufus — peu de vedettes reconnues. En revanche, une expérience insolite de non-vedettes : sur les tréteaux prêtés par les troupes Z, de l'Aquarium et du Levant, les travailleurs des entreprises en lutte sont venus dire sur scène leur combat et leurs espoirs. Yves Sparfel en rend compte dans ce numéro. Et une révélation : Julos Beaucarne, un chanteur flamand,

déjà connu c'est vrai sinon célèbre, qui a tenu en haleine, dimanche, malgré la pluie, un public qui oubliait de

se sentir héroïque dans les intempéries parce qu'il était captivé par la musique. Merci Julos ! Et quel succès pour les « Jeannes » sous un chapiteau débordant à craquer !

On œuvre à la convergence des luttes éparses qui forgeront la société future ? « Points d'animation » et « fêtes dans la fête » inscrivent sur le terrain les ambitions du PSU. L'es-

pace enfants, le coin des minorités nationales, les stands régionaux du parti où l'on boit le Sauvignon de la Gironde et le Pineau des Charentes, où l'on se tape des choucroutes de Strasbourg et des saucisses de Toulouse et où l'on découvre les fromages du terroir sont désormais une tradition. L'animation de la fête femmes — un lieu de chaudes discussions s'il en fut — et le succès de la cité internationale où l'on remarquait surtout, à côté des stands toujours bigarrés, chantants et dansants des Africains, des Latino-américains des Antillais et des Guyanais, ceux de l'ETA et du Front Polisario, ont été, eux, exceptionnels. Comme était exceptionnelle la mobilisation très générale des camarades du PSU, Parisiens et provinciaux confondus.

On se proclame unitaire ? On le prouve dans les actes. En offrant, comme l'écrivait *Libé*, « à ceux qui se querellent le reste de l'année » un champ de rencontres et d'échanges. Rencontres de hasard, sur les pelouses, autour des podiums et sous les chapiteaux. Mais aussi rencontres convenues, pour les débats organisés sur les thèmes : nationalisations, écologie et lutte de classes, la gauche et l'Etat (débat dont nous rendons compte dans ce numéro), la liberté de l'information et le droit à l'information, impérialisme et gouvernements de gauche, quelle santé ?, où va l'Afrique australe ? Tous les courants de la gauche et de l'extrême gauche y ont cette année participé — du PS représenté par l'animateur de la revue *Faire*, Patrick Viveret, à la LCR, présente au débat sur l'information en passant par les écologistes et surtout par le PCF qui avait délégué quatre de ses représentants.

Préoccupation dominante des auditeurs et des orateurs : savoir dans quelle mesure le Programme commun de gouvernement signé par les partis de gauche pourrait ou non permettre d'amorcer une transformation des rapports sociaux, des rapports de production, du modèle de développement et de l'Etat. Les débats n'ont certes pas permis de dépasser toutes les divergences, de résoudre tous les désaccords. Au moins sont-ils l'image en actes, non seulement d'une démarche unitaire indispensable si l'on veut que la victoire électorale de la gauche demain soit aussi la victoire des travailleurs, mais d'une pratique de la démocratie ouvrière dont on se gargarise trop souvent en se gardant bien de la mettre en œuvre.

Quand la fête du PSU ne servirait qu'à cela, ce serait déjà mieux que bien.

Claude DESLIAT ■



# la gauche et l'Etat

C'était sans doute, avec les nationalisations, le débat central essentiel de la fête du PSU. Plateau « sage » : Victor Leduc, secrétaire national du PSU, Jean-Marie Demaldent et Alain Joxe y représentaient le PSU ; Christine Buci-Glucksmann parlait — sans conformisme — pour le PCF ; Alain Granou, militant CFDT au ministère des Finances, s'adressait aux auditeurs en son nom propre ; Nikos Poulantzas, auteur notamment de *l'Etat et les classes sociales*, jouait avec talent les provocateurs. Il faut regretter l'absence de Henri Lefèbvre, et de Didier Motchane, prévu pour le Parti socialiste qui décidément a boudé la fête du PSU. Les questions posées par l'auditoire méritaient des réponses qui n'ont pas toujours eu le temps d'être fournies. Du moins témoignaient-elles des préoccupations réelles des travailleurs au moment où les chances électorales de la gauche se confirment : comment éviter que la future expérience « de gauche » ne débouche ni sur une trahison gouvernementale ni sur une tragédie « à la chilienne ? » *Tribune socialiste* ne rend compte ici que de quelques aspects de ce très riche débat.

C.D. ■

**Victor Leduc, secrétaire national du PSU :** « Le débat sur l'Etat a une série de fondements et d'implications théoriques dans la discussion. Mais il me semble qu'il s'agit surtout pour nous aujourd'hui d'examiner les problèmes de l'Etat tels qu'ils se posent dans le contexte politique actuel et dans la perspective d'une victoire de la gauche. De ce point de vue nous aurons je crois à débattre d'une série de questions concrètes :

● La crise de l'Etat et de l'appareil d'Etat : comment cette crise intervient-elle dans le cadre de la crise générale de la société capitaliste ? Quel rôle peut-elle jouer dans les différentes stratégies à l'égard de l'Etat ?

● Comment la gauche signataire du Programme commun pose-t-elle le problème de l'Etat : occupation, transformation ou destruction de l'Etat bourgeois ? C'est poser le problème de la transition politique de l'Etat de la bourgeoisie au dépérissement de l'Etat, celui de la dictature du prolétariat ou de ce que nous appelons, au PSU, le pouvoir des travailleurs. Dans une perspective plus

proche, c'est aussi poser le problème des institutions actuelles : est-il possible, pour les différentes forces du mouvement ouvrier et de la gauche, de gouverner avec Giscard ? Peut-on éviter de poser — dans son ensemble — le problème des institutions et de la Constitution de la V<sup>e</sup> République ? Peut-on avancer vers le socialisme, sans changer profondément les structures du pouvoir, sans faire appel à la mobilisation des masses et à la création d'organes de pouvoir populaire ?

Voilà, sans vouloir limiter le débat, quelques-unes des questions qui pourraient être examinées dans la discussion. »

**Christine Buci-Glucksmann (PCF) :** « Parler de la crise de l'Etat actuel et poser la question des rapports entre la gauche et cet Etat entre les forces révolutionnaires et cet Etat, c'est d'abord abandonner deux représentations de la crise de l'Etat qui, en fait, sous-tendent des stratégies historiques précises :

— On ne se trouve pas devant une simple crise d'affaiblissement de l'Etat, devenu incapable de mener les transformations souhaitées. Dans cette optique, il suffirait d'occuper les postes, de changer l'équipe au gouvernement pour redresser la situation. Nous savons où mène ce genre d'analyse : à la social-démocratie ; on ne transforme pas fondamentalement les rapports de production, on n'amorce pas une transition ainsi.

— On ne se trouve pas non plus devant une crise d'effondrement de l'Etat, devant une crise de rupture frontale de l'Etat du type 1917. Ce genre de crise a toujours été lié, historiquement, soit à des processus armés, guerre civile ou guerre étrangère. Dans ce cas, la question des rapports entre les forces révolutionnaires et l'Etat se posait dans le cadre

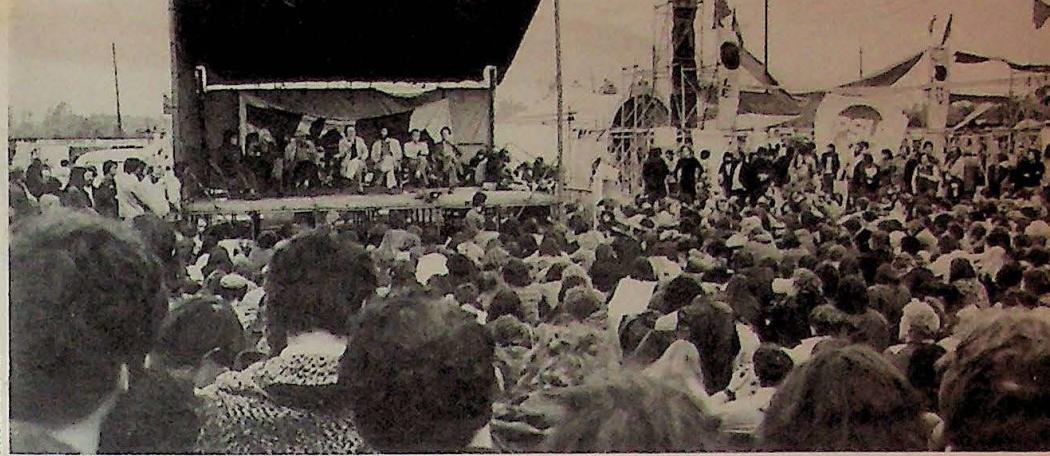


Photo Maillac

Au débat Ecologie et luttes de classe.

d'une problématique substitutive : comment substituer un nouvel Etat entier à l'Etat antérieur ? Je crois que cette problématique substitutive, pour des raisons historiques qu'on pourrait développer, a entraîné un mécanisme d'étatisation de la société : très vite les formes de démocratie de base ont déperé, et ce processus a entraîné, non pas la possibilité d'une démocratie plus large qui était liée à la dictature du prolétariat, mais l'établissement de structures autoritaires répressives, une étatisation globale de la société — disons le stalinisme.

## une crise structurelle de la société capitaliste qui se répercute dans l'Etat

On se trouve devant un certain type de crise de l'Etat qui est plus qu'une crise politique et que j'analyse comme une crise structurelle de la société capitaliste qui a des répercussions dans l'Etat. Essayons de préciser. On a assisté en France à une triple transformation de l'Etat et c'est cet Etat-là qui est en crise.

● Première transformation : la mainmise depuis quelque vingt ans, des fractions monopolistes sur l'Etat et ses leviers principaux. Mainmise qui n'exclut pas qu'il y ait des alliances avec ces fractions, ni que l'Etat ait construit une base de masse, un consentement, à travers un certain nombre de mécanismes. Mais il y a ce type de domination.

● Deuxième transformation : celle des formes de l'Etat en France, avec un déplacement permanent du législatif vers un exécutif fort et présidentiel, un dépérissement des formes de démocratie représentative et de l'initiative des masses, une restriction quotidienne des libertés démocratiques, un développement étouffant d'une bureaucratie d'Etat, une intégration croissante des différents appareils idéologiques à l'Etat et même une transformation des rapports partis-Etat puisque le type de parti dominant que nous connaissons aujourd'hui s'est constitué à travers l'Etat...

● Troisième transformation : aux contradictions du bloc bourgeoisie - petite bourgeoisie, bloc politique au pouvoir (constitué notamment à travers le Parlement) organisé par la fraction monopoliste dominante de la bourgeoisie, s'ajoutent désormais les contradictions qui se jouent dans l'appareil même d'Etat : l'armée, la justice, la police... subissent des déplacements internes qui répercutent dans l'Etat la crise de l'hégémonie, la crise du mode d'organisation du pouvoir de la bourgeoisie elle-même »

**Alain Joxe (PSU) :** « Parler de la crise de l'Etat et de l'appareil d'Etat, c'est évidemment parler, entre autre, de la crise actuelle de l'armée. A cet égard, Christine Buci-Glucksmann qui n'a pas parlé de capitalisme monopoliste d'Etat mais de capitalisme monopoliste, a omis de préciser qu'il s'agissait aussi d'un capitalisme monopo-

liste transnational. Or les intérêts qu'ont à défendre les appareils d'Etat en Europe sont des intérêts déjà transnationaux. Cette réalité explique l'aspect militaire de la crise idéologique, stratégique, doctrinaire que traverse l'Etat, et, en particulier l'armée française.

## l'armée française ? une section locale d'un système de défense du capitalisme transnational

Pourquoi ? Parce que la défense d'un Etat-nation bourgeois, c'est clair si c'est la défense des intérêts de la bourgeoisie de cet Etat-nation et à condition que ses relations avec les bourgeoisies d'autres Etats ne soient pas prédominantes. Or la pénétration du capital transnational (ou la transnationalisation du capital français) fait que les critères de décision concernant la défense nationale sont déjà des critères dénationalisés. L'armée française, c'est une section locale d'un système de défense du capitalisme transnational.

Evidemment, les choses ne sont pas présentées comme ça aux militaires français. Mais c'est cette réalité qui permet de comprendre pourquoi de grandes difficultés de doctrine jouent actuellement dans l'armée française — difficultés qui se traduisent d'ailleurs politiquement par une querelle entre « giscardiens » et « chiraquiens » (c'est-à-dire, d'une certaine façon, entre représentants du capital financier le plus lié à l'atlantisme et aux transnationales et représentants du capital plus national, plus lié à l'appareil d'Etat, à la petite et moyenne entreprise...).

Le problème, pour les militaires, c'est de savoir ce que l'armée française est sensée défendre. S'il s'agit de défendre l'Europe, pas de problèmes. S'il s'agit de défendre la France c'est déjà plus compliqué. Un article récent d'un chef de bataillon dans le journal *Armée, d'aujourd'hui*, illustre bien les difficultés rencontrées : il propose, de mettre l'accent sur la défense européenne, y compris pour assurer éventuellement une intervention contre la subversion en France — subversion qui mettrait en danger, non pas simplement la France ou le capitalisme français, mais la fraction française du capitalisme européen. Il s'agit en somme de fonder une légitimité européenne pour pouvoir donner à l'armée française une bonne conscience européenne et capitaliste, éventuellement contre le peuple français. Ce militaire va beaucoup plus loin. Pour lui, la « menace stratégique », c'est un cocktail d'Union soviétique et d'ennemi intérieur, et, à son avis, le gouvernement français pourrait bien être « l'agent de la subversion » — proposition qui est un contresens du point de vue du droit bourgeois « normal » mais qui est fort révélatrice d'un certain esprit potentiellement offensif contre les forces populaires ».

### Dernière minute

Nous venons d'apprendre que la LCR a été victime d'un attentat qui aurait pu avoir des conséquences extrêmement graves. Cet attentat a lieu à la suite de ceux de Grenoble et de Reims, encore un élément de la stratégie de la tension menée par le pouvoir. Le PSU condamne avec la plus extrême fermeté ces agissements fascistes et fera tout pour contribuer à la plus large mobilisation populaire. ■

# occupation, transformation ou destruction de l'Etat bourgeois ?

**Jean-Marie Demaldent (PSU)**  
« Rattacher la crise de l'Etat à l'emprise croissante des monopoles et noter que cette interpénétration de l'appareil d'Etat et des monopoles débouche sur une politisation des luttes de masses, me paraît correct. A condition de bien déterminer quelle direction on donne au mouvement de contestation, aux mouvements de lutte dans l'appareil d'Etat. »

## lutttes anticapitalistes ou lutttes antimonopolistes ?

Il ne me paraît pas suffisant — et c'est malheureusement la ligne du Programme commun — d'engager les luttes sur le simple aspect antimonopoliste. D'abord parce que, spontanément, ces luttes ne sont pas seulement antimonopolistes elles ont déjà, pour beaucoup d'entre elles un caractère anticapitaliste. Ce que nous proposons, au PSU, quand nous parlons d'unité populaire, c'est d'essayer d'unifier tous ces mouvements sur une base et une orientation anticapitalistes qui dépassent le simple aspect antimonopoliste. Il serait intéressant d'en discuter, par exemple, avec les camarades du syndicat de la magistrature, avec ceux qui animent les comités ou les syndicats de soldats... »

## ERRATA

L'article de Michel Tichnikov, l'écheveau angolais (TS n° 744) comptait deux coquilles : dans le premier paragraphe il fallait lire, bien évidemment : « l'aggravation du niveau de vie de la majorité... » ; dans le second paragraphe, il convenait de lire : « entretenues, politique à courte vue dont le MPLA recueille aujourd'hui les fruits amers, par la démagogie dont le mouvement... Quant au sixième paragraphe, on devra rectifier ainsi : « plus sensibles aux espoirs de leur milieu pour impulser... »

**Christine Buci-Glucksmann :**  
« Comment la gauche peut-elle envisager cette transformation de l'Etat dont parlait Victor Leduc tout à l'heure ? Je crois qu'il y a des choses à briser, à rompre, et des choses à transformer. Des choses à briser : il faut supprimer carrément tous les mécanismes bureaucratiques répressifs, les polices parallèles, l'encadrement préfectoral au niveau des régions, le pouvoir privilégié du président, les différentes lois répressives... »

## des ruptures à opérer et des transformations à effectuer

Mais il faut aussi atteindre au cœur la fraction hégémonique dominante, c'est-à-dire les rapports entre l'Etat et les monopoles. C'est un point essentiel, un point pour aller plus loin. L'Etat de transition peut certes être ouvert par ce processus ; mais il ne peut pas être la reproduction simple de ce que j'appellerais « l'Etat juridique ». Si l'on conçoit le processus de transition comme une révolution démocratique de masse qui porte atteinte aux mécanismes de domination à tous les niveaux de la société, on doit concevoir un Etat de transition qui établisse une dialectique nouvelle, qui ne soit plus simplement la « dictature du prolétariat », mais un Etat qui a une base beaucoup plus large (Je crois, en effet, que des couches nouvelles se placent aujourd'hui dans la perspective du socialisme, ce qui élargit la base de classe d'un Etat de transition). La question fondamentale c'est : comment transformer les mécanismes représentatifs de la démocratie politique par de nouvelles institutions démocratiques de masse à l'intérieur du processus, en quelque sorte dialectique, entre d'une part ce mouvement de transformation de l'Etat (avec le rôle des partis, des organisations syndicales...) et d'autre part un mouvement élargi des formes de démocratie ? Poser cette question, c'est répondre à la propagande selon laquelle le Programme commun produirait la bureaucratie ou l'étatisation (alors même qu'il précise

que les nationalisations ne sont pas l'étatisation). »

**Jean-Marie Demaldent :** « Christine dit qu'il faut opérer certaines ruptures (supprimer les polices parallèles, l'encadrement préfectoral des départements, les pouvoirs exorbitants du président de la République...) et effectuer certaines transformations en engageant un processus dialectique d'où naîtraient de nouvelles formes démocratiques brisant le mécanisme représentatif classique. Mais il faut aussi partir des réalités. Christine a conclu par le Programme commun qui justement, sur la question de l'Etat, et en particulier sur la question du gouvernement et de la Constitution, ne va pas dans la direction indiquée. Qui accepte même les structures de la V<sup>e</sup> République — structures qui ne sont même pas celles de l'Etat représentatif bourgeois classique — avec évidemment un certain nombre d'aménagements : l'article 16 en prendrait un sérieux coup, le pouvoir du président de la République serait réduit... »

## la question du président : préparer les affrontements

Si l'on retient cette question présidentielle justement, on voit bien les limites du Programme commun. Le président en effet resterait élu au suffrage universel, ce qui ne me paraît pas une réponse bien satisfaisante à la question : *qu'est-ce qu'on fait avec la forme étatique actuelle ?* — ce président fut-il « de gauche », fut-il François Mitterrand.

Certes nous avons, au PSU, des points d'accord avec les partis signataires du Programme commun. Par exemple dire à Giscard, comme le Parti communiste l'a fait, que le président devra se soumettre ou se démettre après une victoire de la gauche, c'est en définitive reconnaître qu'on est prêt à aller jusqu'à l'affrontement. C'est d'ailleurs à mon avis, une question qui se posera très rapidement. Et que la lettre du Programme commun ne résoudra pas : seul le rapport de forces existant alors tranchera.

Pourquoi dès lors discuter avec les signataires d'un Programme dont

nous croyons les affirmations, en définitive, secondaires ? Parce qu'il nous paraît démobilisateur, mauvais à tous points de vue, de ne pas annoncer la couleur, de ne pas préparer les travailleurs aux affrontements futurs que nous savons inévitables. J'ai retenu là l'un des thèmes les plus simples du débat que nous nous souhaitons, au PSU, engager avec les forces signataires du Programme commun, comme avec ceux qui n'en sont pas signataires d'ailleurs. »

**Alain Joxe :** « Au sujet de la suppression de l'appareil répressif interne de l'Etat, je voudrais ajouter quelque chose. »

## on ne démocratise pas la bombe

Se rallier, comme le fait le PC, au nucléaire, c'est se rallier à quelque chose d'assez central dans l'idéologie et la doctrine militaires française ; c'est accepter d'entrer de plain-pied — et sans beaucoup de débats à mon avis — dans cet outil d'hégémonie de la bourgeoisie française qu'est la doctrine nucléaire française. Affirmer qu'on va briser des choses essentielles dans l'appareil d'Etat — le quadrillage par les préfets, la DOT, etc. — et en même temps dire qu'on veut garder la bombe nucléaire est difficilement compatible. Si l'on accepte la bombe nucléaire, il faudra accepter de mettre ses pieds dans les chaussures qui sont préparées, accepter la problématique du quadrillage de la population autour des zones prioritaires, donc les préfets, etc. On ne « démocratise » pas la bombe nucléaire, ni son utilisation. »

**Nikos Poulantzas :** « Je serai délibérément provocateur. Le débat concernant le Programme commun me semble relativement dénué d'intérêt. Dans le sens suivant : ce n'est jamais qu'un programme. Et un programme ne vaut jamais que par le rapport de forces qu'il y a derrière. Ou bien il y aura une mobilisation populaire massive avec le Programme commun ou bien il n'y en aura pas. S'il n'y en a pas, eh bien on n'a pas à s'inquiéter : il n'y aura pas le début d'un soupçon de réalisation du Programme commun. Ou bien il y aura une mobilisation massive — et il y a des signes ou des raisons de penser qu'il y en aura une — et, à partir de cette mobilisation dans la mouvance du Programme commun, il y aura toute une série de choses qui pourront aller au-delà du Programme commun, l'approfondir, le bouleverser... Seule cette hypothèse mérite d'être retenue. Et, dans ce cas, un seul problème me semble essentiel : celui du socialisme et de la démocratie. Bien sûr, on peut discuter du point de savoir s'il faut briser ou ne pas briser l'Etat. Mais il faut surtout être conscients d'une réalité : pas un seul socialisme réalisé ou prétendant l'être, que ce soit en URSS, dans les démocraties populaires de l'Est, en Chine ou à Cuba, n'a pu en quelque sorte garantir les libertés et la démocratie. C'est ça la question de fond. Certes le Programme commun est fort partiel parce qu'il n'avance pas assez loin. Mais partiel aussi dans le bon sens : il traite d'un problème

## CINEMA 77

N° 222 JUIN

Dossier auteur  
**JACQUES PREVERT**

Réflexions sur le  
« CINEMA CRITIQUE »

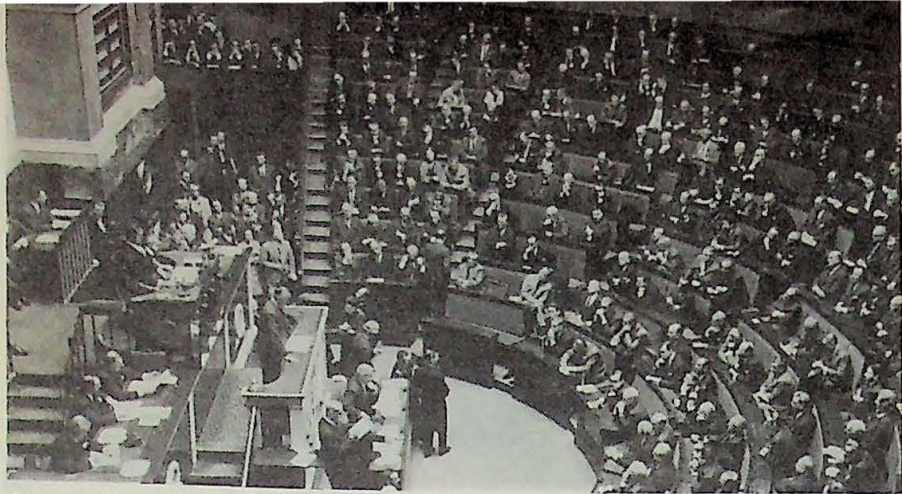
Situation du  
**CINEMA ARABE**

et toutes les rubriques

En vente partout 10 F  
et 6, rue Ordener,  
75018 Paris



Photo AFP



Démocratie représentative ou... directe ?



juste, qui est celui de la démocratisation de l'Etat.

### c'est la faute aux soviets

S'il n'y a pas eu de garantie des libertés démocratiques jusqu'à maintenant, dans toutes les expériences de transition au socialisme observées, ce n'est pas seulement, comme on nous le dit, parce qu'il y a eu originellement, un « étatisme », une occupation de l'Etat par le haut. C'est faux : en URSS ou à Cuba, par exemple, le « modèle » principal qui a été employé — si j'ose employer le terme de « modèle », c'est celui des soviets. Bien sûr, il y a eu le problème du parti unique, du parti bolchevik... Mais le modèle suivi n'en a pas moins été celui de la démocratie directe à la base. Ce sont les soviets qui ont capoté, ce sont les expériences de la démocratie directe à la base exclusive de toute forme de démocratie représentative qui ont échoué, conduit au pire étatisme et à la dictature. Force est donc de conclure que la démocratie directe à la base *seulement*, ça ne suffit pas à garantir les libertés. Un certain maintien des libertés dite « formelles » — mais sur lesquelles je crache pas pour autant (le pluralisme des partis, la liberté d'expression, la liberté de réunion...)

— ne peut aller qu'avec une certaine dose de *démocratie représentative*.

S'agirait-il donc d'avoir seulement le parlementarisme? Absolument pas. Si l'on se contente d'installer une assemblée territoriale de type représentatif, on risque d'aboutir à une simple social-démocratisation. Le débat essentiel consiste donc à voir comment articuler une démocratie représentative transformée et des formes de démocratie directe à la base.

**Alain Granou** (militant CFDT): « Qu'est-ce que cela veut dire « détruire l'Etat »? Pour nous, deux questions sont essentielles: la première c'est de savoir quelles seront les formes d'organisation étatique, quelles sont les tâches qui devront être celles d'une administration. Si on prend le ministère des Finances, les questions se posent simplement. je prends un exemple concret, celui de l'indice des prix qui mesure le pouvoir d'achat et continuera de le faire demain. La question pour nous est de savoir qui doit définir la forme de mesure de l'indice des prix: à partir de quel type de mesure de consommation doit-on définir cet indice? Cette tâche appartiendra-t-elle à quelques experts administratifs? Ou bien les comités d'entreprise, les comités de quartiers auront-ils un rôle à jouer dans la définition de cet

indice des prix? Et auront-ils un rôle à jouer dans les formes de contrôle des prix? Selon la réponse, nous n'aurons pas la même forme administrative. C'est à ce niveau très concret que se pose, pour nous, le problème de la transformation de l'appareil d'Etat. L'ensemble des travailleurs doit pouvoir définir non seulement les objectifs de transformation au niveau de l'entreprise ou au niveau du quartier, mais aussi les objectifs à poursuivre au niveau de l'Etat pour que les aspirations de la base puissent être satisfaites.

### mort au secret et à la hiérarchie

L'autre question qui nous intéresse est plus interne à l'administration: quel type de transformations opérera-t-on au niveau de l'organisation des services administratifs? A cet égard, nous exigeons d'abord la levée d'obligation de réserve et du secret administratif. C'est indispensable pour éviter les actes de sabotage venant de l'intérieur de l'administration. Et il n'y aura pas de démocratie si l'administration ne devient pas effectivement un lieu ouvert, où l'ensemble des décisions prises, l'ensemble des mesures mises en œuvre pourront être connues de tout le monde.

Second objectif de transformation interne de l'administration: remettre en cause l'organisation hiérarchique et centralisée de l'ensemble de l'administration française. Alain Joxe évoquait tout à l'heure le problème du nucléaire. L'informatique recèle les mêmes dangers. Et sur ce point, il ne suffira pas de nationaliser les moyens informatiques; il faudra sans doute aller plus loin dans la remise en cause de l'outil informatique, revenir sur l'idée de la neutralité politique des instruments techniques et technologiques, inventer des formes de contrôle des travailleurs adaptées au cas particulier de l'informatique. Sans oublier que ces ordinateurs sont contrôlés par des firmes multinationales, et qu'on se heurtera là à un obstacle qui n'est pas propre à l'administration, mais jouera pour l'ensemble de la structure capitaliste.»

## Vient de paraître : critique socialiste

Revue théorique du PSU

Propositions de programme pour la construction du socialisme autogestionnaire en France

29

Au sommaire :

Une stratégie pour le socialisme :

- Actualité du socialisme autogestionnaire.
- Les lignes de forces de la société socialiste autogestionnaire.
- Les stratégies en présence.
- Le chemin du pouvoir,
- Le socialisme et l'internationalisme.

Quel socialisme ?

- Changer la politique.
- Changer l'économie.
- Changer le cadre de vie.
- Idéologie et culture.
- Changer les rapports sociaux.

*Critique socialiste*, revue théorique du PSU, n° 29, janvier-mars 1977, 15 F. Commandes et abonnements : éditions Syros, 9, rue Borromée, 75015 PARIS, CCP : 19 706 28. Abonnement : France 60 F pour 5 numéros ; étranger 80 F pour 6 numéros.

## Vient de paraître aux éditions Syros

dans la collection « points chauds »

◀ 18 F

Les U.S.A. ralentissent leur programme nucléaire. L'Allemagne recule devant l'opposition populaire: Wyhl ne sera pas construite. En France, cependant, le gouvernement poursuit son « pacte avec le diable ». Véritable boulevard nucléaire, l'Alsace, inquiète, s'interroge. Après Fessenheim, d'autres centrales seront-elles construites? Qui en décide? Qui en profite? Quels sont les risques écologiques, humains? Dans quel engrenage mettons-nous la main? Ce livre est le fruit d'une réflexion collective menée par la commission Ecologie-Nucléaire du Parti socialiste unifié d'Alsace.



# ARVEL

Association de voyages sans but lucratif

## JEUNES

Croisière relax à travers les îles de l'Adriatique yougoslave, juillet ou août. Départ Lyon ou Paris en avion. Depuis 2 000 F.

## FAMILLES

Autriche : Auberge de village, 2 sem. : 800 F (enfant 560 F).

ARVEL, 12 A, bd des Brotteaux, 69006 LYON. Tél. : (78) 52-56-48.

# briser la chaîne

## le crime de Reims...

Tout de suite, à Reims, les travailleurs ont su qui avait tiré au cours de la nuit de samedi à dimanche. Qui venait d'abattre trois militants du piquet de grève des Verreries mécaniques champenoises, Pierre Maître, Serge Vermeulent et Raymond Richard.

Qui, sinon les nervis de la CFT, ceux qui, depuis septembre 1973, envoyés par quelque état-major clandestin, n'ont pas cessé de jouer les gros bras à l'usine Citroën de Reims et ont tenté d'imposer leur ordre à Chausson d'abord, aux Verreries ensuite. Ceux-là sont les vrais patrons de la CFT à Reims, chargés de faire la loi, la leur, par la terreur et l'intimidation. Des patrons efficaces capables de stopper une grève, de gagner des élections et d'étouffer dans l'œuf tout mouvement de contestation. Et cela, malgré l'attitude courageuse de la section CGT qui a toujours tenu le coup contre la CFT.

Aux Verreries mécaniques champenoises, qui emploient 1 800 ouvriers, l'occasion était bonne. Des revendications sur les salaires n'avaient pas été bien accueillies par la direction. Une direction dure : quand les ouvriers débraient, elle décide de se débarrasser des « gêneurs » — deux délégués du personnel CGT ; elle engage le 27 mai une demande de licenciements contre ces militants coupables « d'outrepasser leurs fonctions de délégués en incitant le personnel à

des cessations inopportunes du travail ».

Dès lors, tout va très vite. Le 31 mai, à peine les piquets de grève sont-ils installés qu'un huissier fait son apparition. Le jugement en référé est expédié juste à temps le 1<sup>er</sup> juin pour lancer les gardes mobiles. Turon, le préfet, croit avoir déjà gagné la course de vitesse. Il se trompe : les élus municipaux, venus empêcher toute violence, ne tiennent pas longtemps devant les gardes mobiles ; les ouvriers ripostent avec des cailloux ; on relève huit blessés ; le coup de poker en somme tourne mal.

Le 2 juin, une manifestation regroupe 2 000 travailleurs dans la rue. Le préfet croit adroit de faire paraître un communiqué provocateur, mettant en cause la responsabilité... de la municipalité (municipalité de gauche dans laquelle le PSU compte deux représentants). Le piquet de grève est revenu. Les nervis de la CFT entrent alors en action : un commando de cinq spécialistes, conduit par une brute, Leconte, 130 kg, adepte du karaté, du judo et des armes à feu, lance un bref coup de main, le samedi soir, contre le piquet de grève ; intervention vigoureuse



Photo Adja-Maillet

des ouvriers : les agresseurs, malgré leurs bombes aérosol, doivent s'enfuir, partie perdue.

Vingt minutes après, la voiture du commando revient ; ralenti, vitres baissées, une carabine (ou plusieurs armes ?), dix coups au moins... Trois hommes s'écroulèrent, gravement blessés, Pierre Maître, atteint à la tête, meurt le lendemain.

La nouvelle connue, c'est l'indignation. Un premier défilé dimanche matin rassemble plusieurs milliers de personnes. Le conseil municipal condamne les coupables et réclame justice.

Lundi, la foule, une foule comme on n'en a jamais vue dans une manifestation à Reims, est rassemblée devant la sous-préfecture. Il y a là de fortes délégations de toutes les usines de la ville, des groupes importants d'entreprises du département des Ardennes, et l'ensemble des formations politiques et syndicales locales, sans exclusive. Seule, l'unité populaire peut, dès aujourd'hui, bloquer le risque de développement d'une « stratégie de la tension » qui, après Grenoble, vient de faire à Reims sa première victime.

PSU, Reims ■

## au théâtre des non-vedettes

De nombreuses délégations d'entreprises en lutte ont participé à la fête. Dans les stands des fédérations, installées sous une banderole attachée à la hâte entre deux arbres, elles ont, inlassablement, expliqué les raisons et les objectifs de leur grève. Il y fallait un certain courage dans l'agitation incessante de la foule, le claquement des drapeaux, la musique venue des podiums, la rumeur des conversations.

Dimanche, elles ont repris la parole dans le cadre de l'après-midi théâtrale où la troupe Z, les théâtres du Levant et de l'Aquarium présentaient leur spectacle. Ces troupes ont une tradition : celle du théâtre populaire quand il entend servir de caisse de résonance à la parole du peuple, à ses grèves, ses espoirs. Voilà pourquoi, après l'heure du jeu, de la traduction corporelle, spectaculaire, des luttes est venue celle du dit, du raconté, de l'information brute par les acteurs réels : les travailleurs. Merci aux artistes qui ont accepté cette confrontation, ce risque de désacralisation du spectacle.

Impressionnés comme des artistes

débutants, les travailleurs en lutte ont « affronté » une foule qui, quelques instants auparavant applaudissait aux parodies, aux mimes, aux sons, aux paroles, à la magie de la scène.

### acteurs insolites

Un très nombreux public est resté écouter ces *non-vedettes* : les nettoyeurs du métro, forçats des sous-sols, qui, doublement exploités par la RATP et ses entreprises de sous-traitance, ramassent les tonnes de détritus qui s'amoncellent chaque jour sur les quais, les voies et dans les couloirs ; Jean La Jonchère, porte-parole des ouvriers de SCPC — une petite

usine de Cournon (près de Clermont-Ferrand) qui fabriquait des bidons en plastique, fermée et occupée depuis plus d'un an ; François Rosso, délégué syndical d'Usinor-Thionville qui a brossé un tableau saisissant de la liquidation de la Lorraine ; ou ce travailleur de chez Deffrenne, évoquant l'occupation du musée de tacots des frères Schlumpf et la lutte des salariés qui occupent, contrôlent les stocks et exigent une solution de relance.

### une flamme jamais éteinte

Les Lip en exigent une aussi et l'un d'entre-eux a donné les raisons pour lesquelles le slogan : *Produire, vendre, se payer* devenait le nouvel axe de la bataille pour sauver huit cents emplois.

En Franche-Comté, encore une usine énorme : Peugeot, que la grève des carrossiers met aujourd'hui en ébullition. Dans une formule imagée,

un militant PSU de Peugeot, résumait la situation de la région : « *Au nord l'horlogerie, au sud l'automobile. Si à Peugeot la grève générale se déclenche, c'est toute la Franche-Comté qui prend feu.* »

Ce feu, cette flamme, c'est le combat de classe quotidien, que les échéances électorales n'éteignent pas. Un des acteurs insolites de l'après-midi le rappelait.

En conclusion, Pierre Régner, responsable du secteur entreprise, membre du bureau national du PSU, appela tous les participants à la solidarité pour toutes les luttes d'aujourd'hui. Evoquant Jacques Prévert et le théâtre ouvrier de France, il montre que les combats pour la survie, pour le pain, pour les revendications immédiates, s'accompagnent souvent d'une imagination, d'une création culturelle où s'inventent « des lendemains de bonheur ».

Y.S. ■



# Saint-Etienne : manufrance ou l'héritage de la droite

A Saint-Etienne, la victoire de la gauche aux municipales contre l'ex-ministre de Travail, M. Durafour, est essentiellement due à la mobilisation, aux luttes sociales qui ont eu lieu dans cette ville. Aujourd'hui, la nouvelle équipe se trouve confrontée à un lourd héritage : celui de la participation de la municipalité au capital de l'usine Manufrance menacée de licenciements. Nous avons demandé à Roger Bonnevalle, secrétaire de l'UD-CFDT de la Loire, son point de vue sur cette affaire.

**T.S. :** Près de deux mois après les élections municipales, quelles leçons l'UD-CFDT tire-t-elle des résultats ?

**Roger Bonnevalle :** Nous nous sommes félicités bien sûr des victoires remportées par la gauche unie à Saint-Etienne, Roanne, Firminy, Saint-Chamond, Le Chambon-Feuillat, Rive-de-Gier... et ceci d'autant plus que la signification politique en était claire : il y a eu vote de classe d'une majorité de travailleurs. En ce sens, la victoire du 20 mars est bien une victoire de la classe ouvrière.

**T.S. :** Comment envisages-tu la suite ?

**R.B. :** Le 20 mars n'est qu'une étape. Que faire pour qu'elle soit suivie de nouvelles victoires ? Tout d'abord veiller au respect des engagements pris : avoir battu les représentants de la droite et les avoir remplacés par des élus décidés à prendre en charge les intérêts des travailleurs, c'est bien. Il importe maintenant que l'unité réalisée à cette occasion soit loyale, c'est-à-dire fidèle aux programmes sur laquelle elle a été scellée.

**T.S. :** De quelles garanties le mouvement ouvrier dispose-t-il à cet égard ?

**R.B. :** Pour nous, la meilleure garantie, c'est l'action des travailleurs. Le problème n'est pas de mesurer la confiance aux camarades qui ont été élus, mais de maintenir et d'améliorer le rapport de forces qui rendra possible la réalisation des engagements pris. Pour cela, il s'agit de développer la mobilisation en permanence. C'est ce que nous avons fait depuis le 7 octobre 1976. C'est ce que nous continuons à faire depuis le 20 mars.

**T.S. :** Donc, pour l'instant, le mot d'ordre serait « mobilisation et vigilance » ?

**R.B. :** Pas seulement la vigilance, l'offensive ! Car, nous le savons bien, malgré les positions que la gauche vient de conquérir, l'essentiel du pouvoir politique et économique reste aux mains de la droite. Et celle-ci va continuer à nous faire payer la note : la bataille revendicative reste pour nous, organisation syndicale, une priorité. Mais nous savons qu'en accroissant notre rapport de forces sur ce terrain, en obligeant la droite à céder à nos revendications, nous pré-

parons aussi la victoire de la gauche aux législatives de 1978.

**T.S. :** La droite et le patronat ne paraissent pas prêts à céder sans résistance...

**R.B. :** En effet, et ils ne se contentent pas de résister. Ils contre-attaquent : leur objectif inavoué, c'est le sabotage économique du pays. Ils s'appuient sur le mouvement continu d'internationalisation du capital pour faire pression sur la classe ouvrière française et pour rendre impossible par avance la réalisation d'une politique différente après l'arrivée de la gauche unie au pouvoir.

Dans la Loire, la CFDT a dénoncé à maintes reprises l'exportation des fabrications et la réimplantation des usines dans des pays où la classe ouvrière est moins combative, quand elle n'est pas totalement inorganisée ou bâillonnée par des régimes fascistes. Il y a aussi les prises de participations étrangères dans le capital de nombreuses entreprises et qui les rendent vulnérables. Il y en a beaucoup d'exemples dans notre région. Citons celui des Benne Marel sur lesquelles courent les bruits les plus alarmants.

**T.S. :** Dans une région déjà affaiblie économiquement comme l'était la Loire, les conséquences d'une telle politique sont catastrophiques. On le voit bien au niveau des salaires, et, surtout de l'emploi.

**R.B. :** Oui. Il faut constater que la dégringolade s'accélère. En novembre 76, l'UD-CFDT a publié une brochure qui était un cri d'alarme sur la situation des travailleurs dans la Loire (chômage, bas salaires, déqualification)... Et bien, nous avons dû préparer une nouvelle édition, actualisée, de cette brochure, tellement les chiffres se sont aggravés. Je n'en citerai qu'un seul : dans le 1<sup>er</sup> trimestre 77 il y a eu 1591 licenciements économiques soit la moitié du chiffre de toute l'année 1976. Et il faudrait y ajouter tous les licenciements annoncés mais non encore réalisés au moment de l'enquête. Par exemple, les 352 de BSN Rive-de-Gier !

**T.S. :** Certains voudraient bien y ajouter les 2 000 salariés de Manufrance !

**R.B. :** Bien sûr ! Il fallait s'y atten-

dre. La droite veut la peau de Manufrance parce qu'elle veut en faire un test politique. Manufrance est une entreprise où la municipalité dispose, par legs, de 29,3 % des parts. Cette entreprise qui disposait et dispose encore d'importants atouts industriels et commerciaux a été laissée depuis de nombreuses années dans une incurie totale de gestion, machines non renouvelées, absence de politique commerciale cohérente, investissements insuffisants ou gaspillés...

A plusieurs reprises les salariés avaient tiré la sonnette d'alarme allant jusqu'à la grève générale en 1969 pour manifester leur inquiétude. Sans autre résultat que la nomination en 75 d'un directeur, M. Blanc, imposé par Durafour, et qui se contenta après deux ans, de proposer la liquidation de tout le secteur industriel (fabrication d'armes, de cycles, de machines à coudre) et en ne conservant que le réseau des ventes. Comme par hasard, cette proposition préparée de longue date, ne fut annoncée... qu'au lendemain de l'élection de la nouvelle municipalité à Saint-Etienne.

La municipalité de gauche refusant d'endosser ce plan de liquidation, le PDG Blanc a démissionné. On peut s'attendre maintenant au chantage des banques : des crédits contre l'acceptation des licenciements. Et si le chantage réussissait, la municipalité se verrait accusée d'avoir provoqué ou couvert la catastrophe : sabotage, intoxication, c'est le piège dans lequel ils essaient d'enfermer les travailleurs. Aussi le « cas Manufrance » est-il un véritable prototype de ce que la droite prépare pour 1978.

**T.S. :** Comment éviter ce piège ?

**R.B. :** Par la mobilisation des travailleurs. L'entreprise est viable à condition d'être gérée correctement. Encore faut-il en avoir la volonté. Cette volonté, les travailleurs peuvent l'imposer avec l'appui de la population qui leur a montré sa sympathie lors de la manifestation du 7 mai.

**T.S. :** Dans cette bataille générale dont tu viens de dire que le conflit Manufrance est l'image, comment définis-tu la ligne de la CFDT ?

**R.B. :** L'objectif essentiel pour la CFDT, c'est le socialisme autogestionnaire. Cela passe par le renversement du système actuel. Pour battre la droite, il faut amplifier la lutte revendicative et contraindre les patrons à céder sur les points essentiels : pouvoir d'achat, emploi, conditions de travail. Et pour éviter la récupération des avantages obtenus dans la lutte, il faut aussi gagner lors des élections politiques à venir.

C'est le point de passage obligé, mais il n'est pas question pour la CFDT de signer des chèques en blanc à un gouvernement de gauche. Les aspirations profondes des travailleurs, leurs revendications, devront être satisfaites, et nous savons bien que cela ne sera possible qu'avec une marche en avant pour rompre avec le système capitaliste lequel est basé sur le profit et l'exploitation. Cette rupture exige une mobilisation de masse importante. C'est pourquoi nous pensons profondément, que seule l'union des forces populaires, rassemblant tous ceux qui veulent lutter ensemble sur une base de classe, sera le moyen de parvenir à la rupture et d'orienter les transformations nécessaires.

Mais cela dépend aussi de la capacité de la CFDT à animer le mouvement de masse. La CFDT est la seule organisation syndicale de masse et de classe, qui veuille réaliser le socialisme autogestionnaire. Son renforcement est plus que jamais indispensable. C'est d'ailleurs pour cela que l'UD-CFDT de la Loire a lancé une grande campagne de syndicalisation après la victoire aux municipales. Et nous constatons déjà, que les travailleurs nous font de plus en plus confiance. Le premier bilan après un mois de cette campagne ? Dix sections nouvelles, un renforcement des sections existantes, un militantisme accru. Sans forfanterie, nous capitalisons aujourd'hui le travail, les positions prises depuis des années et notamment le rôle que nous avons joué dans la bataille municipale en articulant en permanence la lutte économique et la lutte politique.

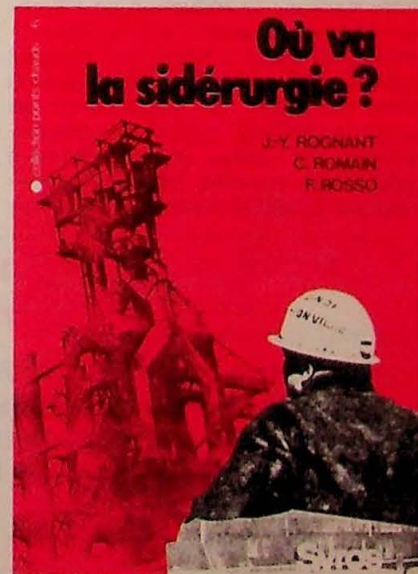
Propos recueillis par Marc Bouchardeau ■

à paraître  
le 17 juin

aux Editions Syros  
dans la collection  
« Points chauds »

où va la sidérurgie ?

J.-Y. Rognant  
C. Romain  
F. Rosso  
15 francs



## CFDT : vers une nouvelle cohésion

Le conseil national de la CFDT des 10 et 11 juin mettra un point final à l'élaboration de la plate-forme de revendications et d'objectifs de transformation qui sera rendue publique le 13 juin. Ce document est, avant tout, lié à l'importance des échéances syndicales et politiques. Mais la CFDT ne confond pas le rôle des partis et celui des syndicats. Elle veut dans la période actuelle renforcer sa cohésion et se doter d'un outil pour l'action pendant les deux ans à venir. Voilà pourquoi cette plate-forme est largement débattue depuis des mois, indépendamment du contexte de réactualisation des programmes des partis.

Le projet a été présenté au dernier Conseil national d'avril et diffusé à 8 000 exemplaires. Il comprend sept chapitres : salaires, pouvoir d'achat et réduction des inégalités ; emploi ; les conditions de travail ; droits sociaux, santé et cadre de vie ; droits à l'information et à la formation ; droits des travailleurs et des organisations syndicales ; droits et pouvoirs nouveaux spécifiques dans les entreprises nationalisées.

### des exigences novatrices

Le constat de la situation existante par rapport à chacun de ces thèmes amène la CFDT à mettre en avant une centaine de revendications. Sur bon nombre d'entre-elles, un large accord entériné lors du vote de la résolution action du congrès d'Annecy, existe — sur les salaires, en premier lieu, la CFDT, comme ses partenaires, réclame un SMIC à 2 200 francs (certaines organisations ou fédérations comme Hacuitex, le fixe à 2 300 F). Unanimentement aussi seront votés tous les objectifs visant à la diminution du temps de travail ; même si certains feront remarquer que l'exigence des 35 heures devra être immédiate (et non progressive comme l'indique le projet), tous s'accorderont à reconnaître que cette revendication permettra de créer des emplois.

D'autres dispositions du projet sont importantes : la réduction de l'éventail hiérarchique de 1 à 6, la détermination du SMIC à partir des budgets types syndicaux (point de désaccord avec la CGT), la négociation de salaires réels, la suppression des privilèges aux cadres et l'imposition à 100% des revenus mensuels supérieurs à 22 000 F. Une unification des

travailleurs et une réduction des inégalités sont ainsi mises en avant.

Sur l'emploi, les conditions de travail, les droits sociaux, les droits des travailleurs, le projet de plate-forme formule des exigences novatrices. Ainsi, il demande que 1% des heures travaillées soit consacré à des discussions sur les conditions et l'organisation du travail, les qualifications... Il propose la création de comités locaux sur l'emploi associant les collectivités locales, le patronat et les syndicats. Il



Photo Garnet

réclame que les pensions de minimum vieillesse soient au moins égales à 80% du SMIC (1 760 F).

Sur le détail des objectifs, leur formulation, une multitude d'amendements est attendue. Mais la démarche générale du projet sera également critiquée par certains, notamment le chapitre 7 consacré aux droits spécifiques dans les entre-

prises nationalisées. Sans contester la nécessité (contrairement à la CGT) de ne pas associer les syndicats à la gestion, de ne pas confondre nationalisations et étatisations, certaines fédérations estiment que cette partie introduit une confusion de période, fait preuve « d'idéalisme » en formant d'ores et déjà les moyens de socialiser les entreprises nationalisées, d'y donner l'essentiel du pouvoir aux travailleurs.

### deux types de transition ?

Elles pensent qu'il ne saurait y avoir deux types de transition : une pour les entreprises nationalisées où les travailleurs auraient un maximum de pouvoir, l'autre pour le secteur privé, où de simples mesures de contrôle ouvrier seraient avancées. Cette juxtaposition dangereuse à moyen terme renvoie à un autre débat : la manière d'opérer les ruptures dans le système capitaliste. Portent-elles seulement sur des réformes maximalisées dans certains secteurs ou sur un processus global de redéfinition de l'économie, du rôle du Plan, de l'abolition progressive des contraintes du marché capitaliste ?

Ce débat contient, à lui seul, le problème des rapports avec un éventuel gouvernement de gauche. La CFDT proclame son autonomie, son souhait de négocier tout de suite, mais aussi demain sur ses objectifs. Certes, mais

comment réaliser son projet stratégique d'une avancée décisive vers le socialisme autogestionnaire ? Jusqu'où aller dans la mobilisation populaire face à un pouvoir politique qui n'adoptera pas cette position ?

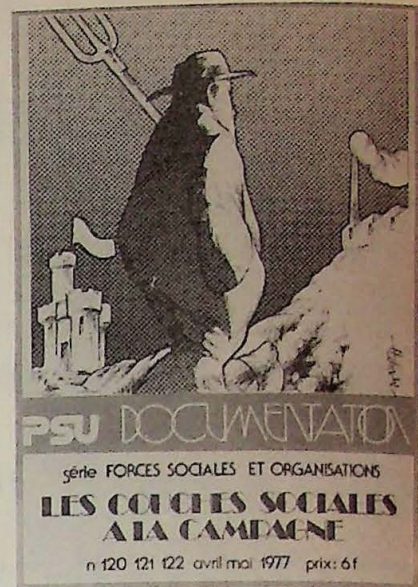
Ces questions sous-jacentes aux objectifs de transformation, discutés vendredi et samedi, la direction confédérale souhaitait les mettre « sur la sellette » par la suite dans un autre document traitant de la planification et d'une redéfinition du modèle de croissance. Il est difficile pourtant de séparer la création de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs de ces deux questions fondamentales : qui prend les décisions politiques ? Qui oriente l'économie ? Certaines organisations demanderont donc qu'on les lie ensemble et qu'on renvoie l'adoption du chapitre 7 de la plate-forme à un projet plus global.

Yves SPARFEL ■

## chauds chauds chauds les chômageopoly

Ils sont là, en vente à 70 F (1) l'unité. Nous qui les attendions avec impatience, pour passer des vacances pas tristes, en soutenant la lutte des Lip, nous pouvons nous les procurer à la Librairie Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris. ■

(1) Part non compris.



Le dernier *PSU-Documentation* (n° 120-121-122) \* propose en quelque 24 pages — très denses — deux articles sur les « couches sociales à la campagne ».

Le premier texte, de Michel Blanc, se présente comme un essai d'analyse de ces couches au sein de l'agriculture française. Un historique méthodique retrace début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours, où s'affirme le renforcement de l'exploitation de la paysannerie par le capital commercial et financier, tandis que s'aiguisent les contradictions entre différentes catégories d'agriculteurs.

Ces couches sont ensuite décrites dans leurs caractères essentiels : prolétariat agricole et petite paysannerie peu modernisée, souvent âgée, en voie de disparition rapide. Nouvelle paysannerie modernisée, mais endettée, en voie d'appauvrissement de même qu'en développement numérique important. Paysannerie moyenne qui, même endettée, n'en poursuit pas moins un accroissement élargi de ses moyens de production et creuse l'écart avec les couches précitées. Enfin, la grosse paysannerie et le véritable capitalisme agro-alimentaire, qui ont partie liée.

Le second article que l'on doit à Luc Labouré, tente de faire le point sur la partie de la classe ouvrière attachée au monde rural par son origine ou son lieu de travail, ou encore par son état d'esprit. Il y a en effet 17 500 entreprises à la campagne (20% de l'ensemble français), soit 90 000 salariés. Le texte ordonne des informations très précises sur ces « ouvriers ruraux » à partir d'une documentation diversifiée et d'exemples actuels : traits distinctifs de ces catégories socio-professionnelles, moyens de pression spécifiques du patronat, attitudes dans l'unité populaire, caractéristiques des luttes ouvrières en milieu rural...

Accompagnée d'une bibliographie, de tableaux statistiques, d'illustrations significatives, la dernière livraison *PSU-DOC* ne se lit certes pas comme un roman. C'est un outil de travail, une contribution militante qui veut susciter un débat, appelle corrections et compléments. Comme telle, elle cherche, avant tout, à faire avancer la réflexion collective sur les positions et les alliances de classes, en France, aujourd'hui.

R.L. ■

\* Série Forces sociales et organisations, avril-mai 1977, 6f.

# les exclus de l'intérieur

## rencontre internationale des femmes une certaine déception

Nous étions — 3 000, 4 000 ? — femmes les 28, 29 et 30 mai dernier, réunies à Vincennes pour la Rencontre internationale convoquée à l'initiative du courant « lutte de classe » du mouvement des femmes français : Parisiennes et Françaises de province, Allemandes et Italiennes en force, Britanniques, Scandinaves, Grecques, Espagnoles, Américaines ou Canadiennes... Succès numérique donc. Mais les nostalgiques du MLF première manière — « on s'aime toutes » —, les militantes pour qui toute rencontre entre femmes est d'abord une manière d'être « bien ensemble » l'ont déploré : une tension diffuse, un air d'agressivité refoulée mais perceptible ont gâté ces trois jours. Certes, on a dansé le dimanche soir. Mais si la fête a dissipé fugacement le malaise immédiat, la déception demeure. Et son expression sentimentale ne peut en cacher les racines politiques.

Le succès même de la rencontre n'explique-t-il pas certains déboires ? Comment discuter, approfondir vraiment les thèmes soumis au débat quand on est mille, deux mille, trois mille au moins ?

Certes, on a discuté — en groupes de travail réduits qui permettaient à beaucoup, sinon à toutes, de s'exprimer — contraception et avortement, travail et chômage, salaire ménager et sexualité, répression et justice, viol et violence... Mais on attendait, à Vincennes, autre chose qu'un échange d'informations et d'expériences. Quant aux assemblées générales : trop d'exposés théoriques, de généralités et de redites, de jargon et d'interventions « dignes de n'importe quel militant politique » selon l'expression d'une Italienne, furieuse et désolée de n'avoir pas reconnu à Vincennes les pratiques des groupes femmes de son pays.

Bref, en groupes de travail, trop de spontanéité éparpillée peut-être, en

AG, trop de débats d'un style politique traditionnel — défauts qui ne sont qu'apparemment contradictoires d'ailleurs. Et au total, un décalage énorme entre les objectifs étroits assignés à la rencontre — *unifier les luttes des femmes en confrontant la diversité de leurs expériences ; les lier au mouvement ouvrier sans compromettre la nécessaire autonomie du mouvement des femmes* — les désirs des participantes et les résultats du week-end.

Bilan négatif donc ? Non pas.

### entre spontanéité et traditionalisme

● *Sur la forme des débats* : Ne peut-on, d'une certaine manière, se réjouir des difficultés rencontrées ? Le bouillonnement, la spontanéité — voire le spontanéisme —, les contradictions même des discours et des comportements ne témoignent-ils



pas d'une vitalité qui ne se laisse pas enfermer dans les cadres réducteurs des ordres du jour, des tours de parole et des emplois du temps préfabriqués ? Et ne peut-on parallèlement excuser le classicisme des AG : si soucieux qu'il soit d'inventer une autre pratique militante, le mouvement des femmes, relativement récent, peut-il en un jour échapper aux travers des débats politiques et syndicaux classiques dont « l'exemple », quoique contesté, est une perpétuelle et inconsciente tentation ?

Une idée pour surmonter ce double défaut : faire place plus largement, dans l'avenir, aux représentantes de groupes ouvriers et populaires. Car si le syndicalisme du tertiaire et les courants féministes proches de l'extrême gauche étaient très présents à Vincennes, les syndicalistes du monde ouvrier, les militantes des associations ou comités de quartiers populaires restaient minoritaires. Il ne s'agit pas de faire du volontarisme — on n'inventera pas des représentantes de groupes inexistants — mais de réfléchir ensemble sur les moyens d'aller dans ce sens. Au reste la transformation même des mouvements de femmes — qui débordent désormais très largement les couches intellectuelles et petites-bourgeoises qui les ont lancés — devrait faciliter notre effort.

### bonnes questions... mais sans réponse

● *Sur le fond des discussions*, bien des questions ont au moins le mérite d'avoir été posées :

— Comment réduire la défiance traditionnelle des syndicats ouvriers à l'égard des regroupements de femmes autonomes ?

— Comment les amener à prendre en compte, et en charge, des revendications souvent ignorées parce qu'elles se situent hors du cadre strict de l'entreprise, hors du champ économique, et sont perçues comme des problèmes personnels malgré leur caractère social collectif (charges familiales, double journée de travail, sexualité, rapports de pouvoir...)?

— Quels espoirs et quels risques ouvre l'évolution actuelle des organisations politiques et syndicales existantes que la force même du mouvement des femmes oblige à réfléchir et à changer ? La radicalisation des femmes sera-t-elle captée canalisée, dévoyée vers des bagarres de type électoral et parlementaire ? Servira-t-elle au contraire de ferment à des évolutions — à des « révolutions » — plus profondes qui pourraient, par contagion, faire sauter bien d'autres verrous ?

Questions trop souvent restées sans réponses. Parce qu'on ne s'est pas assez posé, dès le départ, le problème de la signification même du lien qu'on prétendait établir entre mouvement des femmes et mouvement ouvrier ?

Il ne s'agit pas aujourd'hui d'inventer quelque mythe syndical des femmes ouvrières et ménagères. Ni de cataloguer l'infinie diversité des rassemblements de femmes en deux camps bien tranchés : d'un côté les « révolutionnaires » — en gros, les féministes pures et dures attachées ou raccrochées au train de l'extrême gauche ; de l'autre « les réformistes » — c'est-à-dire les autres : la grande masse en somme. Si l'on veut l'autonomie du mouvement des femmes, que ce soit d'abord autonomie par rapport à ces fausses divisions traditionnelles. D'autant plus fausses qu'il s'agit justement de l'oppression et de l'exploitation *spécifiques* des femmes, qui débordent les divisions de classe.

Dominique LAMBERT ■

## nettoyeurs du métro : contre le nouvel esclavage

Depuis le 31 mai, les ouvriers nettoyeurs du métro, presque tous des immigrés, sont en grève. Employés par six entreprises de sous-traitance (Drouard, l'Audacieux, La Ferroviaire, Nova-services, Chalancin, Onet), ils subissent une double exploitation. Celle de leurs patrons et celle de la RATP.

Les entreprises de sous-traitance n'appliquent pas la convention collective, ni la législation sur l'hygiène et la sécurité. Les accidents du travail se multiplient. Les nettoyeurs sont traités comme des objets manipulables à merci.

Mais la RATP a la responsabilité la plus lourde dans cette situation. Elle a le droit de licenciement, puisqu'elle passe les marchés de sous-traitance, elle ne se gêne pas pour faire licencier tel ou tel employé sous des prétextes les plus futiles (absence de quelques minutes, altercations, etc.).

Elle exige que les nettoyeurs descendent sur la voie alors que le courant n'est pas coupé. Accordant les marchés aux meilleurs prix, elle incite les négriers de la sous-traitance à payer des salaires de misère : 1 650 F pour un nettoyeur de quais et de voitures et 1 667 F pour un laveur des quais et stations la nuit (la prime étant mensuellement de 190 F).

Les nettoyeurs en ont assez. Ils exigent 2 300 F net mensuels pour 40 heures, le 13<sup>e</sup> mois complet, le dimanche majoré à 100 %, l'augmentation de la prime de nuit, l'arrêt des

travaux dans l'insécurité et deux mois de congé (dont un mois sans solde pour permettre aux immigrés de revoir leurs familles). La CFDT appuie ce mouvement. Lundi, la direction de la RATP, qui fait effectuer les nettoyages par d'autres entreprises dont les salariés travaillent sous la protection de la police et de chiens, a refusé de recevoir une délégation de grévistes.

Mercredi, à la Bourse du travail, un film réalisé en une nuit dans les couloirs du métro, sur les scandaleuses conditions de travail des nettoyeurs, a été projeté. Un soutien efficace à cette lutte doit se développer. Ecrivez à la RATP, 53 ter, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris, pour protester contre ce nouvel esclavage. La grève est reconductible chaque jour.

Y. S.

### GERMINAL N° 11 est paru

#### Au sommaire

- La reconversion du vignoble méditerranéen.
- Le Salon de l'agriculture : la semaine paysanne.
- L'envers du décor.
- Michel Debatisse et la lutte des classes.
- Congrès de la FNSEA : l'unité syndicale dans la passivité.
- Les prix européens : une duperie.
- La démocratie selon M. Debatisse.
- Où en est l'intégration.

# les choses de la ville

## maisons de la culture, maisons d'illusions

Onze cents maisons des jeunes et de la culture, dont 850 à la Fédération française des maisons de jeunes et de la culture (FFMJC). De manière générale, on ne peut guère parler des MJC sans les relier à un vaste courant dit d'éducation populaire, né au sortir de la Libération ou dès 1936, et dans lequel on retrouve aussi bien les CEMEA (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active), les Auberges de jeunesse, les Francs et Franches Camarades, Culture et Liberté, que les MJC. Si l'on parle d'action culturelle, 1936 fut certes une date importante. Mais c'est à partir de la Seconde Guerre mondiale, et surtout à partir des années 50, que l'idéologie de la démocratisation culturelle va peu à peu se transformer en même temps que se développe un certain nombre d'institutions qui vont avoir, plus tard, un rôle important dans la mise en place de l'action culturelle et de l'éducation populaire en France.

Parmi ces institutions, la « République des jeunes » naît en 1944, fondée par un grand nombre d'associations de jeunesse et d'éducation populaire, ainsi que des syndicats qui avaient appris à travailler ensemble durant la Résistance. En 1948, elle prend le nom de FFMJC.

Sa reconnaissance officielle par l'Etat se traduit par une aide financière massive du ministère de tutelle à partir des années 60. La période d'Occupation étant considérée comme le résultat de la division idéologique des Français, les MJC demeurent imprégnées de la morale laïque qui entend faire de l'adolescent un citoyen capable de dialogue. Cette idée de la démocratisation par le savoir reste même aujourd'hui vivante.

La grande illusion, c'est celle d'un savoir universel, d'une culture universelle... Tout le monde connaît l'exemple de ces instituteurs laïques qui, en toute bonne foi, pourchassaient hier la langue bretonne ou occitane, au nom du Progrès et de la Démocratie. Au sein des MJC, on retrouve ces illusions quoique différemment.

Bien des animateurs sont persuadés faire un travail « progressiste » en faisant accéder tel ouvrier aux comptes de la MJC, en faisant décider collectivement, en créant structure après structure. A ce titre, dès 1944-1945, date des premières MJC, ses pionniers insistent sur le rôle éducatif des maisons de jeunes, lieu au-dessus de la mêlée : « C'est la maison, comme institution, ne prenant jamais parti sur les problèmes qui peuvent diviser la commune », celle où « certaines divisions sont inopportunes... ». Bref, la culture populaire est conciliatrice, totale, universelle. Il s'agit bien de la démocratiser.

### le choc de 68

Le choc de 68, la remise en cause brutale des institutions bourgeoises, principalement de l'école, démystifiait certaines croyances. La lutte de

classe traverse bien les pratiques scolaires. Il n'y a pas de pédagogie au-dessus des classes, pas de savoir universel. A gauche, la division politique est nette : le Parti communiste prône la démocratisation de la culture, la participation dans les universités. La « nouvelle gauche » remet en cause les mandarins, la culture bourgeoise, et propose des pratiques de rupture.

Les analyses s'affinent dans les années qui suivent 68. L'action culturelle, relais de l'école, est bien un appareil idéologique dont le rôle essentiel est de diffuser l'idéologie dominante — quitte à en dévoiler certains mécanismes, à être plus « cool ».

Le fonctionnement des MJC, est, à ce titre, éloquent. On retrouve principalement les ouvriers dans les ateliers (kayac, ping-pong, numismates...) et la petite-bourgeoisie intellectuelle, les couches moyennes, au conseil d'administration, lieu de pouvoir.

Il serait cependant grotesque de nier qu'il se passe souvent des choses intéressantes dans les MJC. Dans plus d'une ville de province, on trouve « ce qui bouge » à la MJC : groupes de lycéens, écologistes ou syndicalistes. Il serait dangereux de nier la victoire des congés payés, l'accès d'un plus grand nombre aux loisirs, aux camps de vacances, une certaine démocratisation culturelle.

Le rôle d'un animateur autogestionnaire, bénévole ou non, est donc de lutter pour cette démocratisation tout en refusant les illusions sur la laïcité, sur une culture apolitique. Tous les chanteurs sont engagés, et le choix de nombreuses MJC en la matière traduit bien un choix plus global, un choix politique fondé sur des pratiques de rupture, des tentatives où la vie du quartier, d'une communauté d'exploités (immigrés, femmes...) est souvent le centre d'intérêt. Qui dit pratique de rupture dit réaction, et les Druon de service ne manquent pas.

### l'étouffoir étatique

Deux courants cohabitent à droite. La droite classique, celle de l'Ordre moral, celle des Royer et autres pères-fouettards ministériels. L'autre courant, est plus libéral, plus tolérant, plus moderniste. Elle mise sans doute plus sur « le duo consommation-récupération » que sur la répression bête et méchante. Une chose est sûre : au sortir de 68, les MJC sont devenues gênantes aux yeux du pouvoir. La ville de Paris fait signer une « convention maison » pour mettre les maisons à sa botte.

Une scission est organisée face à une fédération des MJC jugée trop politisée. La scission est cependant un « bide » : 30 % des MJC rallient l'UNIREG — apolitique bien sûr —, et ce pourcentage diminue chaque année !

L'Etat choisit alors une arme plus discrète, plus dangereuse aussi : l'étouffement financier. Il coupe les crédits, laissant les maisons aux prises avec les municipalités. Ce qui

explique que la FFMJC ait appelé, pour la première fois dans son histoire, ses adhérents à descendre dans la rue en octobre dernier.

### comment se battre ?

Nombreux sont les militants actifs dans les organisations d'éducation populaire. Si la pratique au jour le jour, prime presque toujours sur la réflexion théorique, on peut distinguer essentiellement quatre positions, avec de nombreuses interférences ou nuances.

● *L'activité du PCF* : le nombre de ses militants fait sa force. L'exemple des MJC montre que plus qu'une remise en cause de l'appareil idéologique d'Etat, il a choisi en toute logique d'occuper l'appareil. Aussi à la FFMJC on retrouve nombre de délégués régionaux, de responsables de la formation, membres du PCF. Cette analyse entraîne de la part d'un certain nombre de membres du PCF une identification à l'appareil et la défense de la cogestion : l'employeur n'est plus le patron ; l'institution est une grande famille. Pourtant, là aussi les clivages politiques, la nouvelle gauche influent sur certains choix et les camarades du PCF n'ont pas tous, au sein des MJC, la même pratique.

● *Une position plus réformiste* (l'expérience de F. Jeanson à Châlons) croit à la possibilité de changer les rapports entre les citoyens, de démocratiser, même si les moyens sont faibles... Beaucoup de bonne volonté, beaucoup d'illusions aussi, derrière cette conception que porte souvent une couche intellectuelle « compétente » proche du PS.

● *Le populisme de l'extrême gauche* dans les années 70 et le directivisme politique font, on s'en doute, mauvais ménage avec un appareil d'Etat dont le but principal est d'intégrer les citoyens dans une société en mutation. D'où les attitudes suicidaires, le départ pur et simple des MJC, le mépris ou l'ignorance de bon nombre de militants. Là aussi, méfions-nous du simplisme : nombreux sont les militants issus de 68 et dans ce courant politique, qui ont fait et font encore un travail actif dans ce domaine. Mais ce travail est la plupart du temps d'ordre individuel, non relié à une stratégie politique globale.

● *Ne recoupant pas exactement ce courant*, il existe aujourd'hui de nombreux animateurs qui essaient de lier « culturel » et « politique ». Un double refus : celui de la basisme et celui de la prise bureaucratique des structures. Les entreprises, les comités de quartier comme lieux privilégiés d'intervention, la prise en charge des individus par eux-mêmes sont les axes du travail culturel de ces militants. A ceux-là évidemment vont nos préférences.

Deux directeurs de MJC ■

Pour tout contact  
Marc Petit, PSU,  
3, rue Quinquaine,  
22000 Saint-Brieuc



Photo Adja

## la maison de deux portes : la longue marche

**Boulogne, Courbevoie, Viry-Châtillon, Benedetti-Porte de Vanves, la liste des MJC « en difficulté », c'est-à-dire en lutte contre l'étouffement financier, s'allonge chaque jour.**

En 1972, la ville de Paris oblige l'ensemble des MJC à signer des conventions ayant pour but la mise au pas des maisons récalcitrantes. La MJC Jean Rictus (18<sup>e</sup>) refuse de signer : elle est rasée au bulldozer ! Même scénario à Viry-Châtillon où, étouffée financièrement, la MJC se voit dans l'obligation de licencier ses salariés. L'huissier vient réclamer les clés de la maison début 1975. Eau, téléphone, électricité sont coupés. Là aussi les bulldozers terminent le travail.

Aujourd'hui, c'est l'avenir de la MJC des Deux Portes, installée au 46, rue Louis Lumière dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui est en jeu. Faute de subvention, les années 1973 et 1974 ont vu s'accumuler un déficit de 130 000 francs. Suit le licenciement de quatre membres du personnel début 1975. Pour clore l'affaire, le préfet, prétextant une « mauvaise gestion », le conseil de Paris vote l'expulsion des locaux pour le 1<sup>er</sup> janvier 76.

La MJC s'engage alors dans une

lutte de longue haleine. Un comité de soutien se crée : il regroupe plusieurs dizaines d'associations du quartier (des amicales de locataires aux APE, en passant par des associations d'anciens combattants ou des clubs cyclistes...), l'ensemble des partis de gauche. Ce soutien a été possible, il faut le souligner, grâce au fonctionnement dynamique de la MJC : avec ses 2 800 adhérents, avec plus de 80 ateliers, sa troupe de théâtre, la maison est une ruche qui rayonne sur l'ensemble du quartier.

La lutte a donc fait reculer le pouvoir : le 28 avril 76, le juge Laussel ordonnait le rejet de la requête du préfet de Paris. La MJC pouvait donc continuer à survivre uniquement avec l'appui financier de ses adhérents !

C'en est trop pour le pouvoir qui persiste dans sa volonté de liquidation. Suite à une décision du Tribunal administratif de Paris, les animateurs de la MJC reçoivent, le 28 décembre 1976, un avis d'expulsion avec sept jours de préavis. La MJC sera-t-elle

rayée de la carte ? Non. Devant l'ampleur du soutien organisé autour de la MJC (140 associations et organisations, dont les syndicats de l'Education nationale, les sections CGT et CFDT, de dizaines de troupes de théâtre, des syndicats d'artistes et interprètes ; un millier de télégrammes envoyés à M. Barre ; manifestations et journées de soutien cet hiver...), le pouvoir fait marche arrière. En février, on affirme « officieusement »

qu'il n'est pas question de faire évacuer les lieux mais qu'il faudrait cependant remplacer les responsables de la « mauvaise gestion ». En clair, changer de personnel, changer de conseil d'administration.

Ce n'est donc qu'un semi recul. Et la lutte aujourd'hui se poursuit, exemple parmi beaucoup d'autres et de la politique scandaleuse des pouvoirs publics à l'égard des MJC et de l'efficacité de l'unité dans la lutte. ■



Photo DR

## L'étouffement financier des MJC

● **Des subventions en constante réduction.** Avant 1970, la Fédération française des maisons des jeunes et de la culture regroupait la totalité des MJC et employait la totalité de leurs directeurs. En 1970, sous la pression de l'Etat, dix-huit fédérations régionales ont été créées pour regrouper les MJC et prendre en charge leurs directeurs. Au moment où il a fallu mettre en place des fédérations, les structurer, les doter de moyens indispensables, l'Etat a retiré les deux tiers de la subvention qu'il accordait. En outre, depuis 1970, le pouvoir d'achat des subventions est en constante régression.

La FFMJC demande :

— le financement complet par l'Etat d'un poste de délégué régional pour 40 MJC et 25 directeurs. Alors qu'actuellement l'Etat n'assume cette responsabilité que très partiellement : il « finance » un poste pour 123 associations locales et 72 directeurs. Le montant de sa contribution pour chaque poste reste fixé au même chiffre depuis sept ans.

— Le versement d'une subvention de fonctionnement calculée en tenant réellement compte de l'augmentation des charges et de l'évolution qualitative et quantitative des services rendus.

● **Des emplois de directeur de MJC**

à créer. L'Etat a pris en charge à 100 % la totalité des postes de directeur de MJC de 1945 à 1963. A partir de 1964, cette prise en charge a été fixée à 50 % du coût des postes. Elle n'a jamais cessé de diminuer. En outre, le nombre de créations de ces postes « FONJEP » est chaque année très réduit. Il y a aujourd'hui autant de postes financés à 100 % par les collectivités locales que de postes financés (à 24 %) par l'Etat.

La poursuite de cette politique aboutit à un double transfert de charges : un transfert de charges avant tout sur les collectivités locales qui ont multiplié leur effort par 5,5 pendant que l'Etat le doublait ; un transfert de charges sur les bénévoles qui remplissent des missions qui ne seraient pas les leurs si le nombre de postes ouverts était suffisant (leur concours représente près de cinq fois celui de l'Etat).

● **Un impôt absurde sur l'éducation et la culture.** Collectivités locales, établissements et collectivités publiques, associations sans but lucratif, sont aujourd'hui les derniers employeurs (avec les professions libérales) à subir l'impôt sur les salaires dont les entreprises ont été exonérées depuis longtemps. C'est un impôt anachronique. Ses bases de calcul n'ont jamais varié : il repré-

sente réellement 5,90 % de la masse salariale des directeurs de MJC et non les 4,25 % qui servent à le désigner ; il crée une situation frisant l'absurde puisqu'il ne fait qu'organiser une circulation de crédits entre l'Etat et... l'Etat !

En 1975, l'Etat participe au financement de 240 postes de directeur de MJC. En 1976, l'Etat reprend 83 de ces postes (34,6 %) par la taxe de 4,25 % sur les salaires. Une dernière précision : en 1976, cet impôt représente 4 % du coût d'un poste de directeur de MJC. Sa suppression permettrait de créer immédiatement, sans charges supplémentaires pour les collectivités locales, 21 postes nouveaux...

● **Un budget en régression.** Le projet de loi de finances pour 1977 prévoit une augmentation globale des crédits de la Jeunesse et des Sports de 10,4 %. Cette augmentation est, selon les indices ou estimations auxquels on se réfère, égale à celle du coût de la vie ou nettement inférieure. Elle est en tout cas inférieure à celle de l'ensemble des dépenses de l'Etat :

— Les moyens des services représentent 70,54 % du budget. Leur augmentation sera de 15,96 % en 1977, contre 20,9 en 1976. Les 652 nou-

veaux postes d'enseignants (éducation physique et sportive) ne permettront pas d'atteindre l'horaire réglementaire.

— Les interventions publiques représentent 9,80 % des dépenses. Augmentation par rapport à 1976 : 6,42 % (soit moins que le taux d'inflation prévu dans le cadre du « plan Barre »). Il faut rappeler que l'augmentation — déjà insuffisante — accordée en 1976 par rapport à 1975 avait été de 12,9 %. La progression des subventions aux associations sera limitée à 2,8 millions de francs...

— Les investissements enfin subissent une forte diminution. Crédits de paiement et surtout autorisations de programme ne permettront pas de faire face aux besoins. Ces diminutions visent directement les collectivités locales.

Pour sortir de l'impasse, la FFMJC estime :

— que la subvention accordée doit passer de 2 107,00 francs à 4 600,00 francs par MJC affiliée.

— Qu'il faut mettre fin au transfert des charges sur les collectivités locales : en 1977, tous les postes de directeurs de MJC doivent être financés à 50 % par l'Etat.

Source : FFMJC — Dossier Help I 15, rue La Condamine 75017 Paris, Tél. : 387.30.04.

# et pourtant elle tourne...

## Pays-Bas la « poussée » socialiste

La poussée historique du Parti socialiste hollandais (PvdA) aux dernières élections a suscité des commentaires élogieux de la part de toutes les formations social-démocrates européennes. Chacun de dire : après la Suède, après la RFA, cette fois le courant s'inverse : les socialistes montrent qu'ils savent faire face à la crise et obtenir un appui populaire ; en tout cas garder les suffrages des travailleurs. La réalité semble bien plus complexe.

Le dernier gouvernement qui à côté du PvdA regroupait le parti chrétien (CDA) et le parti radical (PPR), est tombé à la suite d'une provocation du CDA qui souhaitait se mettre en avant à quelques semaines des élections. Très habilement, les socialistes ont fait campagne sur le thème : « Il faut être un gouvernement stable avec une majorité socialiste ».

### un vote utile

Ainsi, ce que la presse française d'une manière générale, n'a pas souligné, c'est que les Hollandais ont plus choisi d'élire un gouvernement qu'ils n'ont choisi d'élire des députés. Etant donné l'éparpillement traditionnel des suffrages entre les multiples partis liés à l'histoire politique et confessionnelle des Pays-Bas, il n'est de gouvernement que fondé sur une coalition. Sinon, les conditions « arithmétiques » d'une majorité gouvernementale ne sont pas réunies. Or, ces dernières élections étaient simplifiées. Les Hollandais ont voté socialiste car il savaient qu'aucune coalition n'était possible hormis celle des socialistes et du parti chrétien CDA. Le vote socialiste est donc plus un vote « utile » qu'un vote « idéologique ». En outre, ce succès spectaculaire ne saurait être interprété comme une approbation de la « gestion socialiste de la crise ». En effet, la crise économique n'a pas eu les retombées sociales dramatiques qu'ont connu par exemple la Grande Bretagne, la France ou la Belgique. La protection sociale contre le chômage (80 % du salaire antérieur) évite toute onde de choc ; ce qui explique que le sentiment de crise ne prévaut pas dans la conscience ouvrière aux Pays-Bas. C'est en partie ce qui explique que la campagne du parti communiste sur le thème : « Faire l'unité des travailleurs et combattre la crise » n'ait recueilli un grand écho.

Cette notion clé de « vote utile » a desservi tous les petits partis qui n'avaient, à l'évidence, aucun « rôle gouvernemental » à jouer. Ainsi le parti communiste a perdu 5 sièges sur 7, le parti socialiste pacifiste (PSP) a perdu le tiers de ses voix et le parti radical (PPR), qui avait annoncé à l'avance qu'il refuserait de participer à la prochaine coalition, se trouve littéralement laminé ne conservant que la moitié de ses députés. En revanche, le parti socialiste a fait « le

plein » à gauche. De plus, il a mordu sur le terrain des partis religieux : il est devenu le premier parti du sud (région du Brabant). Ceci constitue un événement car le vote religieux est traditionnel dans cette région. D'ailleurs, il faut noter que le parti chrétien CDA n'a que partiellement gagné son pari du « réveil éthique » (gain de 1 siège) : capter les voix chrétiennes et empêcher leur partage entre la droite (VVD) et la gauche (PvdA). Ceci est lié au fait que le parti libéral de droite (VVD) se structure et gagne régulièrement du terrain depuis dix ans. La droite semble désormais capable de se polariser autour du VVD. Ce parti a mené une vigoureuse campagne pour une réduction des dépenses publiques et notamment du budget social. Or, ces thèmes ont permis à la droite de faire de sérieux progrès en Suède et en

# LIJST

# 9

H. KOEKOEK

## VOOR:

- |  |  |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Herstel van rust en veiligheid, door krachtadige bestrijding van de misdaad | <input type="checkbox"/> Betaalbare woningen   |
| <input type="checkbox"/> Goede werkgelegenheid   | <input type="checkbox"/> Eenvoudiger en goedkoper bestuur voor land, provincie en gemeente |
| <input type="checkbox"/> Loonsverhoging in gelijke bedragen  | <input type="checkbox"/> Geen verhoging van belastingen, heffingen en sociale premies      |

# Boeren-Partij

RFA. Pour la social-démocratie hollandaise ils constituent semble-t-il un danger.

### un Premier ministre plébiscité

Ce vote utile a aussi permis au leader socialiste et ex premier ministre Joop Den Uyl d'être plébiscité et d'acquiescer une image publicitaire « efficace ». Ce dernier a su utiliser les

medias en acceptant les débats contradictoires sur les chaînes de TV des partis qui s'opposaient à lui (1). Astucieusement, il a su faire état de sa condition de père de famille de sept enfants ; comme d'ailleurs il a su profiter de la réputation de « femme rouge » dont bénéficie son épouse. Toutes choses qui font aujourd'hui du Premier ministre, rôle traditionnellement falot aux Pays-Bas, un personnage de prestige. Les Hollandais ont donc aussi choisi leur Premier ministre.

Néanmoins, l'option socialiste du futur gouvernement ne sera certainement pas plus affirmée que précédemment. Les gouvernements de coalition ont cela de bon pour le PvdA qu'ils lui permettent d'imputer à son partenaire chrétien CDA la responsabilité d'une certaine stagnation. Une coalition de gauche qui créerait les conditions d'une transition au socialisme semble difficilement envisageable à l'heure actuelle. Le PC, sectaire et proche de l'URSS, est enfermé dans son isolement par le PvdA. Les radicaux du PPR, qui s'étaient créés une image de marque avec la protestation écologique, se sont vus récupérés sur ces thèmes par la social-démocratie et semblent sans idéologie directrice. Quant aux autogestionnaires du PSP, ils n'ont pas su accroître leur influence au-delà du mouvement étudiant et des cercles intellectuels (ils sont en recul partout sauf précisément à Utrecht où un travail de base militant au sein de la population a traduit en pratiques concrètes l'idéologie autogestionnaire).

Alain CHATAIGNIER ■

(1) L'expérience des chaînes de TV hollandaises privées et accordées aux partis politiques est assez passionnante. TS y reviendra.

● Nous nous bornerons à signaler les principaux partis : PvdA : Parti socialiste ; CDA : Parti chrétien (regroupant catholiques et calvinistes) ; PPR : Parti radical (écologistes) ; PSP : Parti socialiste pacifiste (autogestionnaires) ; VVD : Parti libéral (de droite).

## cinq heures contre l'apartheid

jeudi 16 juin, 21 h,  
Mutualité, grande salle

● Organisé par le collectif des 26 organisations contre l'apartheid.

● Avec le soutien de la campagne anti-outspan (qui, parallèlement, du 16 au 26 juin mène, dans le cadre d'une lutte permanente contre l'apartheid, à travers ses groupes locaux campagne contre l'apartheid dans les différents arrondissements de Paris). Au programme :

De 19 h à 21 h : films, extraits de la pièce sud-africaine *Sud Afrika amen* (d'Anne Barbey), musique. Table ronde : les forces en présence en Afrique du Sud ; la coopération franco-sud africaine.

● 21 h : meeting, avec la participation d'un dirigeant de l'ANC, du sénateur Guyot, de J.P. Cot, député de Savoie, de M<sup>e</sup> Guy Aurenche, secrétaire général du Mouvement international des juristes catholiques (sect. française), du pasteur Roby Bois, secrétaire général de la CIMADE.

● Après le meeting : concert de jazz avec l'orchestre sud-africain *Jabula*.

S'agissant de la mobilisation contre l'apartheid en Afrique du sud et de la dénonciation des rapports de coopération entre la France et les RAS, il y a tout lieu de se réjouir de la présence conjointe à ce meeting du MRAP, de l'AFASPA et de la Cam-

pagne anti-outspan. Gageons qu'une telle unité aura des prolongements, bien au-delà du 16 juin.

Il semble en effet plus que jamais important de développer des initiatives autorisant la création de comités anti-outspan.

Les exemples concrets d'une coopération de plus en plus étroite entre la France et l'Afrique du Sud ne manquent pas. Le mois dernier encore, Mme Vorster assistait au lancement en France d'un porte-conteneur construit par les chantiers France-Dunkerque. A Lorient, depuis quelques mois déjà, plusieurs centaines de militaires sud-africains s'initient aux techniques utilisées sur les deux avisos en construction à l'arsenal de Lorient. Plus, la municipalité de Lorient a cédé plusieurs salles de classe aux militaires sud-africains. Ben, voyons, on coopère. Ce qui est bon pour les soldats de Vorster l'est-il tout autant pour la municipalité de Lorient ? La composition politique de cette dernière obligeait, pensions-nous, à moins d'égards pour la soldatesque du pouvoir pâle.

Apartheid non (n° 16), mensuel d'information sur l'Afrique australe (Campagne anti-outspan) vient de paraître (3,50 F, 46, rue de Vaugirard, 75006 PARIS).

# les armes de la critique

## Trois femmes, de Robert Altman la métamorphose

Trois femmes dont les destinées vont se croiser, s'unir, se confondre enfin au milieu d'une Californie désertique. Le sujet traité — l'identité, la personnalité — peut valoir pour toutes les latitudes, mais il semble indéracinable du décor choisi par Altman : l'Amérique. Amérique triplement nécessaire : d'abord parce qu'elle est immensité, lieu « ouvert » où l'être humain peut se morceler, s'éparpiller, finir par perdre son identité ; parce qu'elle est aussi le pays d'une mythologie du mâle dominateur (le western, l'image sacro-sainte du baroudeur ou du vagabond) et que cette société de toute puissance masculine a ébranlé fortement l'identité de la femme ; parce qu'elle est, enfin, la terre des mutations capitales et que, justement, Altman raconte une métamorphose.

Au début, quelques anecdotes ; un semblant d'histoire qui fait se rencontrer Pinky, 18 ans, venue du Texas pour travailler dans une clinique de rééducation en Californie, et Millie, un peu plus âgée, sotte, sophistiquée et solitaire. Rapport immédiat de fascination : Pinky, encore enfant, croit voir en Millie la « dame parfaite », alors qu'elle n'est, en fait, que le triste résultat de « l'américain way of life » : recettes de cuisine, vêtements et petits amis pour tous sujets de conversation. Cette vie imposée par la société de l'homme, Millie aimerait peut-être la transformer. Mais elle ne le peut pas seule.

tue, en quelque sorte, l'étape finale de l'évolution de la femme aux USA : la mère silencieuse et « rangée ».

Son silence et sa peinture, où tous les visages sont semblables, attirent Pinky. C'est vers cette uniformité, qui est également égalité, qu'elle se précipite, en tombant de son balcon dans la piscine décorée par Willie. Elle est allée chercher un au-delà d'elle-même ; un lieu où elle pourrait retrouver les deux autres femmes dans une complicité absolue. Par sa tentative de suicide, Pinky a ramené Millie vers elle et a fait de Willie leur inséparable « sœur ». Elles qui, séparées, n'étaient

rien, vont devenir un Tout en se rassemblant.

### la chute de l'Homme

Altman étudie la façon dont les trois femmes, devenues une seule et même force, vont modifier la société où elles vivent. Pinky sert de catalyseur à cette métamorphose : elle refuse d'aller chercher un médecin lorsque Willie accouche, et l'enfant meurt. Mais c'était un garçon. Sans accuser le règne des hommes, Robert Altman nous fait sentir qu'il est coupable. Les hommes qui traversent le film sont laids, vulgaires et gênants. Edgard devient le symbole du « pêcheur », tout comme Eve dans la Bible. Il sera mystérieusement éliminé. C'est la Chute de l'homme.

Le monde d'après la Chute est semblable à celui que décrit la Bible : désertique. A l'intérieur de cette nouvelle société, les trois femmes ont reconstitué un semblant de cellule familiale. Mais, à la fin, on ne sait plus très bien qui parle, qui agit, qui est qui. Elles se sont distribuées des rôles interchangeables et non plus fixes, comme avant.

Altman prône-t-il le règne à venir de la femme ? Peut-être pas. Mais il analyse comment un monde coupable — le monde masculin — peut être mis en minorité si les femmes comprennent qu'elles ont une force étrange par leur rassemblement. Altman ne cache pas que son film est une utopie, mais il ajoute que tout est possible avec une œuvre construite et jouée de main de maître.

Fabian GASTELLIER ■

### être soi, les autres, qui ?

Evolution psychanalytique : Pinky s'accroche à Millie comme à une mère. Elle désire lui être « semblable » ; son esprit se trouble lorsqu'elle repense aux visages identiques et troublants de deux jumelles entrevues à la clinique. « Elles savent qui est qui ? » avait-elle demandé à Millie ; « Oui, il le faut bien. » Et c'est cela qui gêne Pinky : « Il faut bien » ; il faut donc assumer le rôle que l'on vous a imposé... ce que Pinky refuse inconsciemment.

C'est alors que le subtil jeu sur les influences se casse. Altman cherche plus loin ; il veut voir si ces jeux d'influences ne peuvent pas constituer une force suffisante pour transformer les rouages de la société. Intervient la troisième femme, Willie. Elle est mariée à Edgard — faux cow-boy plus bête que méchant — elle attend un enfant et peint d'étranges fresques qui dénoncent avec cruauté la suprématie du règne masculin. Elle consti-

## les mots croisés de TS

Verticalement :

- Des chutes en série.
- Ne mérite pas pour autant un Bonnet ; un truc.
- Ne manque pas forcément d'urbanité ; conjonction.
- Attention (abrev.) ; objet épisodique de beaucoup d'attentions.
- Les premières ; d'huile, elle l'est de plus en plus par la grâce de sept sœurs.
- Une conquête de plus en plus menacée (sigle) ; la tradition.
- Met ses conditions ; apparus.
- De bas en haut : pont ; vraiment pas fins.
- De plus en plus défigurés par le « formica » et le « juke-box ».
- Tondu ; des unités.

Solution du n° 27

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	I	N	O	N	D	A	T	I	O	N
II	N	E	R	F	T	A	D	D		
III	T	S	O	I	N	T	S	O	I	N
IV	R	T	E	E	R	N				
V	O	S	P	A	N	N	E	R		
VI	V	O	L	O	N	T	A	I	R	E
VII	E	A	S	T	I	L	A			
VIII	R	A	T	E	S	E	L	L	E	
IX	T	T	R	O	N	P	E	E	S	
X	I	D	E	A	L	E	S			

Problème n° 28

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Horizontalement :

- Dédaigne les grosses légumes.
- Vieux chacal | une mesure de sensibilité.
- Une émission renversée ; et quand on pense que c'est d'Ornano qui s'en occupe !
- Sensé faire rire ; son maire est l'éternelle victime d'un jeu de mots lamentable ; note .
- Plus sa couche est profonde, mieux ça vaut ; consonne doublée.
- Un début d'action ; fleurit au printemps avec la bénédiction du pouvoir.
- Pas perdu quand il est pommé ; possèdent.
- Empoisonner.
- Préposition ; négation ; une sacrée villa.
- Des durs ; tortionnaires (sigle).

### à Villerest soyez nombreux !

L'affaire Villerest ? Ça commence avec un barrage envisagé depuis le début du siècle, sur la Loire, à 5 km en amont de Roanne. Les projets se succèdent. Au début, il s'agit de donner de l'eau aux Parisiens. Par la suite, il faut domestiquer le fleuve et protéger le Val de Loire des inondations et de la sécheresse. Aujourd'hui EDF, dont on connaît les projets de constructions de centrales nucléaires, voit dans Villerest la possibilité de résoudre les problèmes de refroidissement. Et comme par hasard, alors que les procédures piétinaient, que les agences de bassin se succédaient et que le barrage ne s'édifiait pas faute de crédits, l'argent nécessaire a enfin été débloqué ! Le décret d'utilité publique vient d'être publié.

- Ce barrage à Villerest, ce sera :
- la disparition du plus beau site de la région : « 30 km de gorges » ;
  - 300 hectares de terres très fertiles noyés ou rendus inutilisables ; et à terme plus 1 200 à 1 500 hectares sacrifiés ;
  - le micro-climat perturbé, ce qui, entre autres, aura de dangereuses répercussions sur le vignoble ;
  - un facteur d'augmentation de la pollution : gigantesque mare d'eau stagnante, la retenue sera, selon les spécialistes, un immense égout de plus ; et le barrage étant vide l'été, ses 30 km de boue constitueront un inépuisable réservoir à moustiques...

Les Roannais ne sont pas d'accord ! Un rassemblement est organisé par le Comité de défense des gorges de la Loire et le Comité agricole, le 12 juin. Il aura lieu à Villerest, non loin du site, à partir de 10 heures. Au programme : animation, folk, messe pour les intéressés, pique-nique (casse-croûte à sortir du sac), intervention de diverses organisations. La manifestation se terminera par une marche sur le site. Venez nombreux ! ■

### Sevrans : municipalité antinucléaire

Le lundi 23 mai, la municipalité de Sevrans a voté, à l'unanimité, sur proposition des élus PSU, la motion suivante :

- « Le programme nucléaire gouvernemental et la décision de construction de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine aux portes de Paris :
- n'ayant fait l'objet d'aucun débat démocratique,
  - posant de nombreux problèmes de sécurité pour les populations environnantes,
  - mettant l'économie française sous la dépendance des multinationales,
  - sans estimation de l'impact écologique sur le climat de la Seine et sur l'ensemble de la région parisienne, doivent être arrêtés tant qu'un débat sur l'énergie n'aura pas lieu. Un débat avec tous ceux qui sont concernés à quelque titre que ce soit : scientifique et techniciens, travailleurs de l'énergie, utilisateurs...

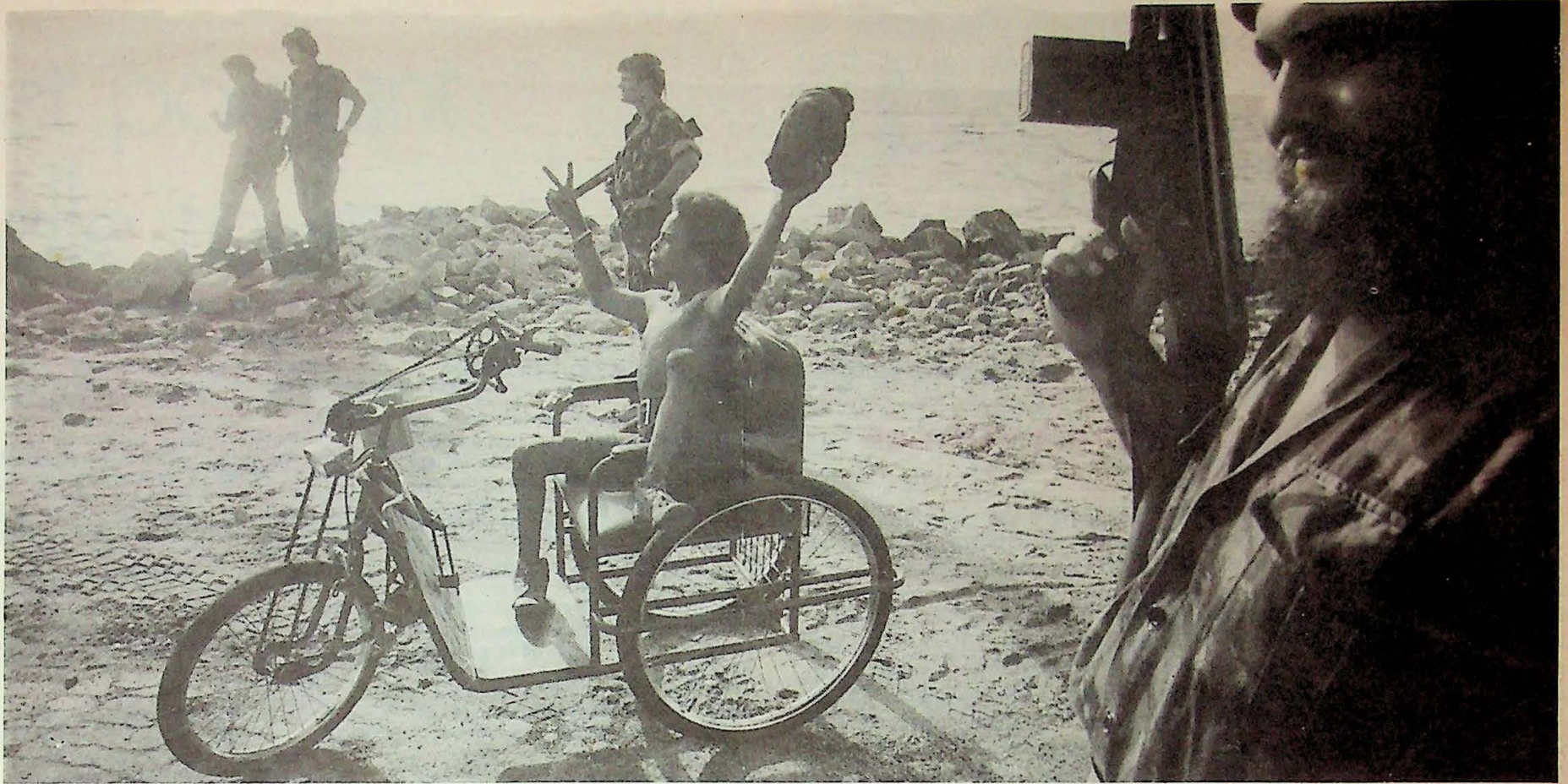
Le conseil municipal de Sevrans affirme son opposition : à la construction de toute centrale nucléaire en région parisienne ; au programme nucléaire de gouvernement. »

### prêts ? partez !

Si l'on en juge par les préparatifs, il risque d'y avoir du monde, le dimanche 26 juin, à Nogent-sur-Seine. Appellent à la marche pour arrêter la construction de la centrale qui se trouve aux portes de Paris : l'Union régionale CFTD, le PSU, la Confédération syndicale des familles (région parisienne), le Mouvement écologique, les Amis de la Terre (région parisienne), la Coordination antinucléaire de l'Île-de-France, Paris-Ecologie, le Comité antinucléaire de l'Aube. TS prépare un numéro écolo et antiradioactif. ■

### ERRATUM

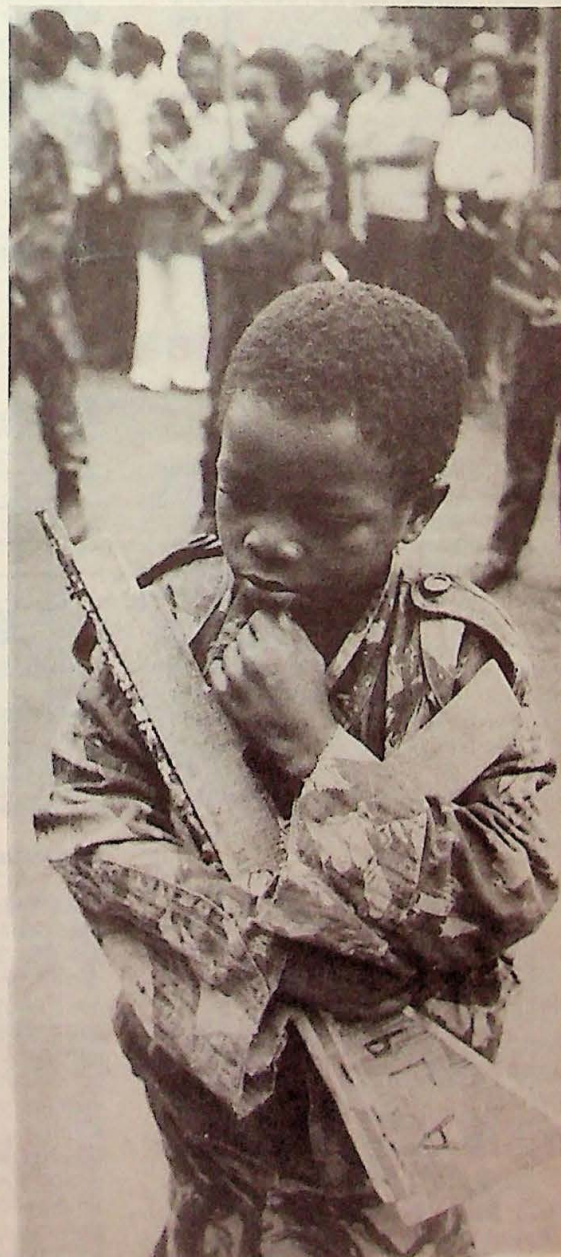
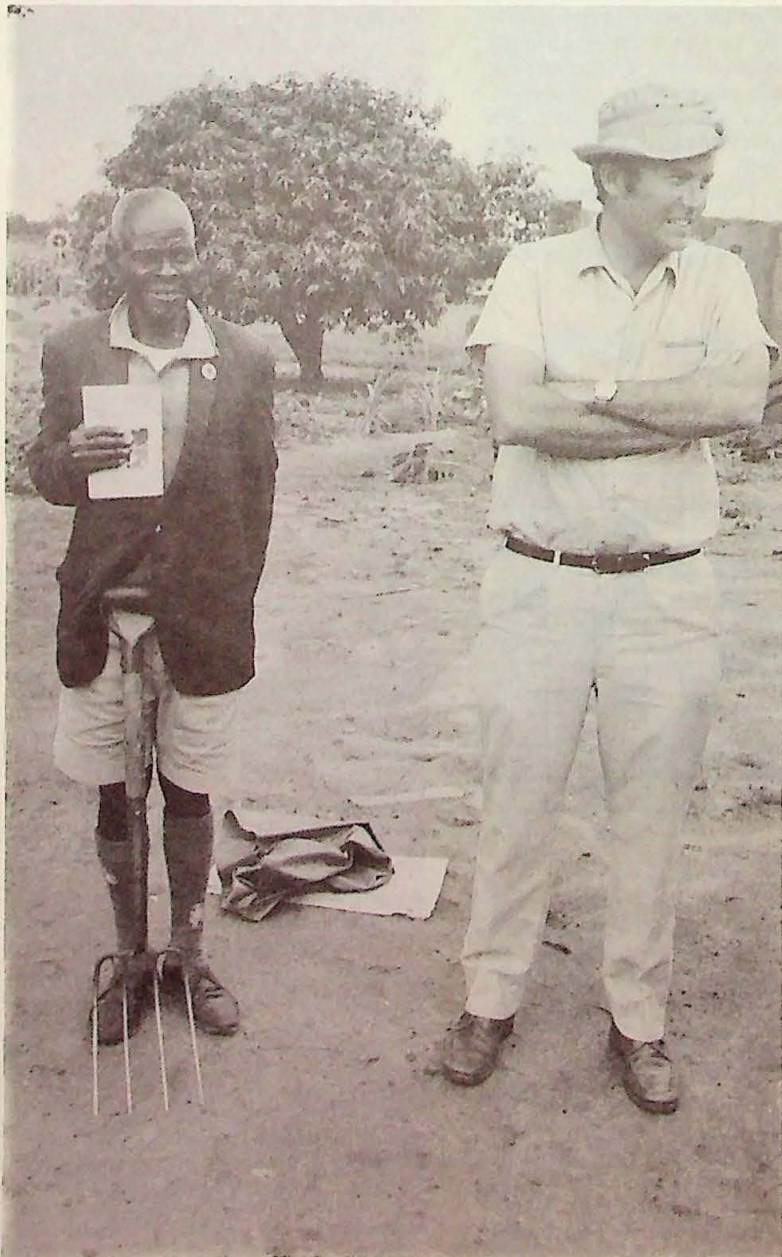
Dans la dernière chronique télé, il fallait lire, non pas le *condamné* Sacco et le *prisonnier* Vanzetti, mais : le coordonnier Sacco et le poissonnier Vanzetti... On tenait à honorer des professions si honorables dans d'aussi honorables représentants. R.L. ■



## 35-39, rue La Fayette : l'exposition S. Salgado

Une exposition de Sebastião R. Salgado Junior organisée par Bernard Lecler et l'Agence Gamma. Galerie Henri-Plait, 35-39, rue La Fayette, Paris-9<sup>e</sup>.

## **l'Afrique des colères**



Famines d'Ethiopie et du Niger, sécheresse meurtrière du Sahel, ultimes convulsions sanglantes du régime raciste de Rhodésie, naissance douloureuse de l'Angola, libération du Mozambique : l'Afrique qu'a parcourue Sebastião Salgado, c'est l'Afrique des colères et des révoltes. Colère impuissante contre la nature stérile qui tue. Révolte contre les hommes qui humilient, qui emprisonnent, qui massacrent. L'Afrique de l'injustice et des armes, champs de manœuvres des grandes puissances, Eldorado des marchands de canons.

Cette Afrique qui émerge blessée du tribalisme, de la colonisation, de l'obéissance silencieuse, et qui cherche sa voie pour sortir du sous-développement, il faut la connaître bien pour la regarder sans condescendance, avec simplement la passion de comprendre et de faire comprendre. Photographe depuis juin 1973, après avoir été économiste, Sebastião Salgado, né en 1944 au Brésil, la connaît assez bien, après quatre ans de voyages de l'Angola au Mozambique, du Kenya à l'Ethiopie, de la Mauritanie au Niger, pour ne pas s'en tenir à un regard de voyageur, prisonnier de l'exotisme. Les hommes et les femmes qu'il regarde et qu'il nous montre ont avec nous, Européens, bien habillés, bien soignés et bien nourris, une conversation secrète et dérangeante. Leur regard est une accusation. Le mérite de Sebastião Salgado est d'avoir su saisir et rendre ce réquisitoire des visages africains. ■